

Editorial



Nada BIAZ, Directrice
Générale, Groupe ISCAE

Consacrer ce numéro spécial de TADBIR aux soutenances de thèses de Doctorat et mémoires du Cycle d'Expertise Comptable est une manière de corroborer la volonté profonde du Groupe ISCAE de contribuer au développement et à la valorisation de la recherche au Maroc. La recherche se place ainsi au cœur de notre stratégie de développement, en harmonie avec les besoins de l'économie nationale et des standards de reconnaissance internationale.

En effet, la recherche est la source du capital intellectuel de nos universités et grandes écoles et les chercheurs en sont les acteurs principaux. Dans notre contexte national et régional, la contribution à l'enrichissement de ce capital devrait être en alignement avec la mission ultime de l'Enseignement Supérieur dans notre pays. Cette mission peut-être définie comme la création du cadre et des conditions nécessaires à la co-création de la connaissance, car en effet, l'économie de la connaissance est par essence collaborative et inclusive de toutes les parties prenantes : professeurs-chercheurs, doctorants, professionnels et entreprises.

La mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est également de répondre aux besoins d'un développement économique et social responsable et durable, au Maroc et au niveau continental. Il faudra donc raisonner en termes d'impacts : académique (enrichir la réflexion théorique et assurer la répercussion sur nos enseignements), économique (aboutir à des recommandations à implémenter au niveau législatif, réglementaire et professionnel) et social (assurer une vie meilleure à nos concitoyens).

En matière de recherche dans le domaine particulier des Sciences Economiques et de Gestion, pour rester fidèle à notre mission et créer l'impact escompté, il serait souhaitable de se concentrer sur des thématiques en liaison avec nos problématiques nationales et régionales (PME, Economie et Finance Islamique, Spécificités du Management Africain), ainsi que des thématiques en liaison avec les paradigmes incontournables de l'Entrepreneuriat, la RSE et le Développement Durable. Mais il ne faut pas non plus oublier les axes de recherche liés à l'innovation dans l'enseignement du management et le développement d'approches pédagogiques transformatives, la création d'études de cas avec contenu local et la publication d'ouvrages et manuels universitaires

propres à nos universités ou écoles. Ces derniers axes font défaut alors même qu'ils pourraient être des éléments de différenciation de nos établissements, dans une économie de la connaissance de plus en plus globalisée, mais où les spécificités locales ne sauraient être mieux prises en compte que par les acteurs nationaux. Ainsi, le champ des contributions intellectuelles possibles est vaste, il faut l'explorer, tous ensemble, universités, écoles de commerce, professionnels, entreprises et décideurs politiques.

A cet égard, le Groupe ISCAE aurait une contribution unique et particulière. Effectivement, l'ISCAE, riche de ses 46 ans d'expérience dans l'enseignement du management et la formation de top managers dans différents domaines, des secteurs public et privé, a toujours été très proche du monde de l'entreprise et le modèle pédagogique de formation a été axé, depuis le départ, sur les besoins de celle-ci, avec une approche interactive. Aujourd'hui plus que jamais, l'ISCAE se trouve à l'intersection entre le monde de l'entreprise et le monde académique de l'enseignement supérieur et de la recherche. Au niveau mondial, le concept de «Business School» a changé et les enseignements sont de plus en plus basés sur la recherche. Il ne suffit pas d'accumuler les connaissances, mais de développer une aptitude au questionnement, à l'esprit d'analyse et à la rigueur de la démarche scientifique. La recherche est indispensable pour maintenir les cours dispensés à un niveau académique apte à répondre aux exigences du marché de l'emploi, qui privilégie de plus en plus l'ouverture, la flexibilité et l'apprentissage à vie. Ainsi, le doctorat en l'occurrence n'est pas une fin en soi, mais le début d'une longue carrière, celle du chercheur, assoiffé de connaissance pour une meilleure compréhension du monde, mais aussi pour un monde meilleur.

Les «success stories» de plusieurs managers et entreprises marocaines ont prouvé que nous avons des enseignements à partager avec l'occident. Pour cela, il faut conceptualiser, développer des modèles et des thèses propres au management marocain et africain. Il faut rédiger des études de cas concrets à enseigner à nos étudiants. Il faut faire de la recherche pour être leader dans le leadership africain et répercuter les fruits de la recherche sur nos ingénieries pédagogiques, les contenus de nos cours et les approches pédagogiques.

Pour accomplir cette noble mission, il est nécessaire de construire des ponts entre des mondes qui se complètent et se nourrissent mutuellement. L'heure est donc à l'ouverture, au décroisement, à la démystification et à la capitalisation sur notre patrimoine intellectuel et notre connaissance du terrain. Fidèle à sa mission et à son positionnement d'excellence, le Groupe ISCAE compte bien prendre part à cette incontournable dynamique.

N°6 de la Revue Marocaine des Sciences de Management du Groupe ISCAE



Direction de la Publication
Nada BIAZ

**Département des Relations
Internationales
et de Communication**
Samira ALAOUI

Rédaction en chef
Soumia YAHIA

Membres de la Rédaction
Adil BAMI

Ont contribué à ce numéro
Touria AIT CADJ
Saida MESRAR
Lamiaa MAKROUM
Latifa NEJMI
Leila ELMOUALIJ

Sommaire

Centre des Etudes Doctorales en Sciences de Gestion (CEDOC)	3
>> Soutenances des thèses des Doctorants	5
<ul style="list-style-type: none"> La Titrisation au Maroc - Mehdi EL ATTAR L'Externalisation au Service de l'Innovation et du Développement Durable - Hassan CHAGAR La Gestion du Résultat Comptable dans les Opérations de Fusions-Absorptions au Maroc - Issam EL MAGUIRI La Gestion de la Continuité des Connaissances dans les Organisations Publiques - Saïd EL MOUSTAFID Système Balois et Accès des PME au Financement Bancaire - Selma HAJ KHLIFA Le Secteur Aéronautique Marocain, entre Fragilité et Consolidation - Zakaria BENHAR Explication du Recours à l'Endettement Financier - Imane RAHJ Corporate Gouvernance et Performance des Entreprises - Smahane MADHAR La Transfert des Pratiques RH au Sein des Frimes Multinationales - Abdeltif KHALID Performance des Acquisitions d'Entreprises - Anouar NAJEH L'Entrepreneuriat Féminin au Maroc - Fatima Zahra RACHDI La Diffusion de la RSE au Maroc - Omar BENAICHA Contribution à la Connaissance de la Gouvernance des Entreprises Familiales - Abderrahmane SALHI 	
>> Liste intergrale des thèses soutenues à fin Février 2017	18
>> Liste des cahiers de recherche publiés par les doctorants à fin Février 2017	21
Cycle d'Expertise Comptable (CEC)	23
>> Soutenances des Thèses des Experts-Comptables	24
<ul style="list-style-type: none"> L'Expert-Comptable Face au Contrôle de la CNSS - Azzeddine ZAABOUL Standardisation de la Gestion des Risques des Processus Supports des Établissements Publics - Myriem TAZI Accompagnement Juridique, par l'Expert-Comptable, dans le Cadre du Processus d'Acquisition - Hassna LOUKILI Certification des Comptes de l'Etat - Youssef EL AKRAKHI Rôle de l'Expert-Comptable - Awatif FAIZ Succursales des Entreprises Etrangères de Prospection Pétrolière au Maroc - Brahim EN-NAJIMI Proposition de Méthodologie d'Audit des Intermédiaires d'Assurances - Bouchra MALHOUNI La Zakat des Entreprises Marocaines - Oussama BENKIRANE Le Rôle de l'Expert-Comptable dans la Mise en Place d'un Contrat - Fadwa BOUHLAL Aménagement du Dispositif Juridique et Fiscal des Sukuk - Youssef BOUABIDI Sociétés Audiovisuelles - Youssef ZNIBER EL BACH L'Evaluation de la Rentabilité - Wahiba KARROUH Les Engagements Hors Bilan - Issoufou TIDJANI ISSAGANA Le Démembrement des Titres Sociaux - El-Habib MACHHOURI La Location des Titres Sociaux - Youssef TIWIT EL IDRISSI Analyse de la Mise en Place du Nouveau Paquet Consolidation - Mohammed Hatim FATHI Mise en Evidence des Particularités - Amine HASSANAIN Limites de la Fiscalité Agricole - Chafika SABRI Problématique de la Valorisation d'une Cible - Sofia BENNIS Spécificités Comptables et Fiscales - Kabirou Souleymane ALI SALE Les Activités de Recherche et Développement des Hydrocarbures au Maroc - Abderrahim AJARAM 	
>> Liste intergrale des mémoires soutenues (1996-2016)	45

>> Centre des Etudes Doctorales en Sciences de Gestion (CEDOC)

UN CADRE DE CO-CRÉATION DE LA CONNAISSANCE



Pr Rachid M'RABET, Directeur
du CEDOC - Groupe ISCAE

Le Centre des Etudes Doctorales en Sciences de Gestion du Groupe ISCAE a ouvert ses portes durant l'année universitaire 2011-2012. Il développe en son sein un cursus de formation doctorale constitué d'un ensemble de formations et de travaux de recherche ayant pour objectif de faire acquérir au doctorant des connaissances, des aptitudes et des compétences pour entreprendre et mener à terme une recherche scientifique de haut niveau.

>> **LES OBJECTIFS DU CENTRE DES ETUDES DOCTORALES**

- Assurer aux doctorants une formation de très haut niveau reconnue tant au plan académique qu'auprès des entreprises, dans les principales disciplines de gestion ;
- Former de futurs professeurs en management et des chercheurs en sciences de gestion ;
- Former de futurs experts capables d'apporter aux entreprises des connaissances pointues et à réelle valeur ajoutée, notamment dans le cadre de projets stratégiques et innovants ;
- Contribuer à la promotion de la connaissance et de la recherche nationale en sciences de gestion.

>> **LE CENTRE DES ÉTUDES DOCTORALES COMPREND :**

1. La recherche en gestion, domiciliée au niveau du Centre d'études et de recherche en gestion (CERGI) :

- Le Programme de formation doctorale est structuré en deux axes principaux, des modules transversaux destinés à assurer un socle de connaissances commun et à favoriser les échanges entre doctorants et des modules spécialisés offrant aux doctorants des enseignements avancés dans chacune des grandes disciplines en sciences de gestion et permettant d'approfondir les connaissances académiques dans leur domaine de spécialisation.

- Le Centre de recherche en gestion (CERGI) a pour mission de développer et de promouvoir les recherches dans les domaines tels que prévus dans les orientations thématiques. Il vise, également, à effectuer des recherches appliquées à la gestion et de les diffuser (Revue Marocaine de Management, Cahiers de Recherche, ...).

Les activités de recherche étant de nature individuelle, chaque membre du CERGI poursuit sa propre recherche, réalise ses propres publications, qu'il soit enseignant-chercheur confirmé ou jeune doctorant. Par ailleurs, le programme doctoral publie, dans le cadre du CERGI, des cahiers de recherche dont le but est de diffuser les résultats de recherches non encore publiées dans une revue académique de la part des membres de l'équipe. Ces cahiers sont disponibles dans le centre de documentation de l'établissement.

Les axes de recherche du CERGI peuvent cependant aller au-delà du découpage classique disciplinaire qui correspond aux grands domaines de spécialité des formations du Groupe (Comptabilité-Contrôle-Audit /finance, Marketing/Stratégie,...), pour englober un découpage thématique par «pôles» de recherche. A titre indicatif, les pôles suivants ont été distingués :

- Pôle de recherche sur la «Gestion des TPE/PME», en liaison avec la «Chaire PME» ouverte en partenariat avec un organisme bancaire ;
- Pôle sur la «Gouvernance des organisations» ;
- Pôle sur Les «Groupes d'Entreprises».

2. Les laboratoires de recherche : Deux laboratoires de recherche composent le CERGI : le laboratoire de recherche en Finance (LAREF) et le laboratoire de recherche en Stratégie et Marketing (LASEM) :

- Le laboratoire de recherche en Finance (LAREF), a pour objet d'assurer la promotion et le développement des recherches dans les domaines de la Finance, de la Comptabilité, du Contrôle et de l'Audit. Il réunit des professeurs et des doctorants en cours de thèse. Il est ouvert aux chercheurs venant d'autres établissements universitaires dont les sujets de recherche sont conformes aux préoccupations du laboratoire de recherche en finance.
- Le laboratoire de recherche en Stratégie et Marketing (LASEM), relevant du CERGI, a pour objet d'assurer la promotion et le développement des recherches dans les domaines du Marketing et de la Stratégie. Il réunit des professeurs et des doctorants en cours de thèse. Il est ouvert aux chercheurs venant d'autres établissements universitaires dont les sujets de recherche sont conformes aux préoccupations du laboratoire de recherche en Marketing et Stratégie.

>> LE DIPLÔME DE DOCTORAT EN GESTION

Le Doctorat est la sanction d'un cursus de formation doctorale constitué d'un ensemble de formations et de travaux de recherche ayant pour objectif de faire acquérir au doctorant des connaissances, des aptitudes et des compétences pour entreprendre et mener à terme une recherche scientifique de haut niveau.

Le CEDOC en Chiffres

- 607 Candidats inscrits au concours d'accès depuis la création du Centre.
- Plus de 80 doctorants poursuivent leur formation ;
- 13 Doctorats soutenus au 30 Avril 2017, (tous ont obtenus la mention très honorable et 3 ont reçus les félicitations du jury et recommandés pour publication) ;
- 11 Soutenances d'Habilitation à Diriger la Recherche (HDR) ;
- 4 Editions des Doctoriales ;
- 2 Colloques Internationaux.

Publication de :

- 6 Numéros de la Revue Marocaine des Sciences et de Management ;
- Une centaine de publications intégrant les ouvrages, les communications et les publications nationales et internationales ;
- 14 Cahiers de recherche publiés par des doctorants et un enseignant ;
- Plus de 50 communications et articles produits par les doctorants.

>> Soutenance Mehdi EL ATTAR

LA TITRISATION AU MAROC : ANALYSE DU PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 16 juin 2015

Le doctorant Mehdi EL ATTAR a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : «**La Titrisation au Maroc : Analyse du processus de prise de décision**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Professeur d'Enseignement Supérieur, Directeur du Centre des Etudes Doctorales - Groupe ISCAE, Président*
- **M. Fawzi BRITEL**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Directeur de Recherche*
- **M. Mohamed BERRADA**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Université Hassan II*
- **M. Rachid BELKAHIA**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Université Hassan II*
- **M. Fouad BENDI**, *Directeur Général Adjoint - Maghreb Titrisation.*

Ce travail de recherche porte sur le sujet de la titrisation analysée sous l'angle du processus de prise de décision.

La titrisation constitue l'une des formes de financement les plus évoluées de la finance moderne. Elle permet à son initiateur de transformer en titres financiers des actifs peu liquides.

Cette technique a bouleversé les marchés financiers au cours des trois dernières décennies en permettant à divers pays de favoriser le financement du logement, et aux entreprises d'avoir accès à de nouvelles sources de financement de façon désintermédiée. Après quinze années de mise en place, la titrisation au Maroc a connu une évolution timide avec très peu d'opérations réalisées. En effet, malgré les différents avantages que présente la titrisation, celle-ci n'a pas réussi à se faire une place de choix parmi les alternatives de financement au Maroc.

C'est ainsi que le travail du chercheur Mehdi EL ATTAR se propose d'analyser le processus décisionnel de titrisation pour connaître comment se forme et se prend la décision de titrisation par les opérateurs au Maroc. Le processus décisionnel est étudié à travers ses principales dimensions, à savoir : les déterminants, les acteurs du processus décisionnel, les rationalités mises en œuvre, les étapes du processus décisionnel et la démarche processuelle.

Le travail de recherche propose également un plan d'action à même de favoriser le développement de la titrisation au Maroc tout en évitant la survenance de dérapages tels ceux observés lors de la crise financière de 2007-2009.

>> Soutenance Hassan CHAGAR

L'EXTERNALISATION AU SERVICE DE L'INNOVATION ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 12 janvier 2016

Le Doctorant Hassan CHAGAR a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : « **L'Externalisation au service de l'innovation et du développement durable** ».

La thèse a été appréciée par un jury composé de :

- **Mme Ouafae GHANNAM ZAIM**, Professeur d'Enseignement Supérieur, Groupe ISCAE Maroc, Présidente
- **M. Ahmed AZIRAR**, Professeur d'Enseignement Supérieur, Groupe ISCAE, Directeur de recherche
- **M. Ahmed BOUNFOUR**, Professeur, Université Paris Sud - France
- **M. Rachid WAHABI**, Professeur, Université Hassan I Maroc
- **M. Anouar BENAZZOUZ**, Directeur Général Société Nationale des Autoroutes du Maroc

Cette recherche, basée sur une orientation constructiviste et une évaluation qualitative des principales organisations en charge des infrastructures de transport au Maroc, cherche à démontrer que l'externalisation, dans sa perception stratégique est

globale et peut-être un levier de prise en charge des activités en rapport avec les processus primaires dans un cadre de partenariat, animé par un processus d'innovation et favorisant le développement durable notamment dans le secteur public. Une approche récursive, abductive et inductive a été adoptée pour : d'abord affiner le corpus théorique mobilisé, puis concevoir le modèle d'analyse du champ empirique et enfin construire la modélisation proposée de l'externalisation stratégique.

Les principales composantes de cette modélisation sont le modèle PARI (Partenaire, Activités, Ressources et Innovation) qui fait du choix de partenaire la clé de l'innovation, le modèle structurel qui distingue quatre niveaux (Corporate, Domaine d'activités stratégiques, Externalisation stratégique, l'Entreprise, Force de vente) et le modèle de style management adapté à chaque niveau organisationnel et qui prône le leadership, l'innovation et le développement durable. L'appropriation de cette modélisation par les organisations publiques leur permettra l'animation du modèle économique proposé pour en faire un moteur d'entrepreneurship et de résorption du chômage.

>> Soutenance Issam EL MAGUIRI

LA GESTION DU RÉSULTAT COMPTABLE DANS LES OPÉRATIONS DE FUSIONS-ABSORPTIONS AU MAROC



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 9 février 2016

Le Doctorant Issam EL MAGUIRI a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : « **La gestion du résultat comptable dans les opérations de fusions-absorptions au Maroc** ».

La thèse a été appréciée par un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, Professeur d'Enseignement Supérieur, Directeur du Centre des Etudes Doctorales - Groupe ISCAE, Président
- **M. Fawzi BRITEL**, Professeur d'Enseignement Supérieur, Groupe ISCAE, Directeur de Recherche
- **M. Bernard COLASSE**, Université, Paris-Dauphine.
- **M. Mohamed ABOU EL JAOU**D, Université Hassan II
- **M. Abdelati HAKMAOUI**, Professeur Habilité, Université Hassan II

Ce travail de recherche porte sur l'étude de la gestion du résultat comptable dans un contexte particulier à savoir celui des opérations de fusions-absorptions dont la tendance est haussière en nombre et en volume.

L'objectif étant, à travers des analyses théoriques et empiriques, de comprendre et de prédire, les choix comptables et financiers des dirigeants des sociétés marocaines et d'identifier les déterminants de ces choix lors des opérations de fusions. Cela implique de s'intéresser aux techniques de gestion du résultat comptable que contient le référentiel comptable marocain, aux choix des méthodes d'évaluation utilisées et à la manière dont la parité d'échange est déterminée.

L'étude de la gestion du résultat, y compris dans le contexte particulier des opérations de fusions, part d'un principe d'éthique comptable qui veut que l'information comptable

produite et communiquée aux différentes parties prenantes ne doit faire l'objet d'aucune « manipulation » dans l'intérêt spécifique des dirigeants ou dans le cadre d'une stratégie globale de la société absorbante (minimisation ou maximisation du résultat, lissage des résultats, nettoyage des comptes, etc...).

Ainsi, le chercheur a procédé à l'étude des différents aspects relatifs à la réalisation des opérations de fusions, notamment ceux afférents aux conditions financières d'échange des titres entre les sociétés participantes pouvant accentuer les risques de transferts de valeurs entre les parties prenantes. Ceci du fait du pouvoir discrétionnaire important dont dispose les dirigeants et dont les différents mécanismes de la gouvernance ne peuvent toujours pas en limiter l'étendue.

La thèse a conclu, suite à une étude empirique mixte (étude de cas et enquête) que les déterminants qui peuvent motiver l'adoption des choix comptables discrétionnaires par les dirigeants en faveur de leurs sociétés sont de trois ordres : Ceux liés au contexte du fusion qui visent le transfert des richesses vers les dirigeants et les actionnaires et associés de la société absorbante ; ceux liés au contexte économique de l'opération où la gestion du résultat est convenue entre les dirigeants et les actionnaires pour la présentation des chiffres comptables qui véhiculent une situation financière de l'entreprise viable et, enfin, ceux d'ordre politico-contractuel où les dirigeants des sociétés absorbantes gèrent le résultat comptable dans l'objectif de respecter les conditions de certains contrats (endettement, structure d'actionariat, leur enracinement) ou dans l'objectif d'optimiser le coût fiscal de l'opération.

>> Soutenance Saïd EL MOUSTAFID

LA GESTION DE LA CONTINUITÉ DES CONNAISSANCES DANS LES ORGANISATIONS PUBLIQUES



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 8 mars 2016

Le Doctorant Saïd EL MOUSTAFID a soutenu publiquement, le mardi 8 mars 2016, sa thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion du Groupe ISCAE, sous le thème « **la gestion de la continuité des connaissances dans les organisations publiques** ».

Cette soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid MRABET**, *Professeur d'Enseignement Supérieur, Directeur du Cycle Doctoral du Groupe ISCAE, Président*

- **M. Mustapha EL BAZE**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Directeur de recherche*

- **M. Ahmed BOUNFOUR**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Université Paris 11, Co-directeur de Recherche*

- **M. Ahmed BOUACHIK**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Université Mohammed V Rabat, Rapporteur*

- **M. Adil BAMI**, *Professeur habilité – Groupe ISCAE, Rapporteur*

Les connaissances sont reconnues comme une ressource importante pour les organisations publiques. La perte de connaissances critiques avec les départs de plus en plus massifs à la retraite des ressources humaines expérimentées peut constituer un risque pour la continuité des activités dans ces organisations d'autant plus que les réformes dans le secteur public ont changé le rôle de ces organisations pour en faire des organes de régulation, d'évaluation et de contrôle. De ce fait, ces organisations s'appuient fortement sur les connaissances de ces compétences pour réaliser leurs missions.

L'objectif de cette étude est d'évaluer, dans le contexte du secteur public, l'importance et les enjeux des connaissances et surtout d'élaborer et de proposer un cadre conceptuel (Framework) pour la gestion de la continuité des connaissances (GCC) dans ces organisations. Ce cadre identifie les principaux processus et les différents facteurs favorisant la mise en œuvre de ce processus dans un objectif d'assurer une continuité des connaissances suite aux départs des ressources humaines expérimentées.

Cette thèse a été réalisée dans un positionnement épistémologique interprétativiste et en faisant appel à

une approche qualitative basée sur l'étude de cas comme stratégie de recherche. En mobilisant l'analyse documentaire et les entretiens comme outils d'investigation, l'analyse des données a été faite avec les outils de l'Analyse de Contenu Thématique (ACT).

Le point de départ de cette étude était la réalisation d'une revue de la littérature sur les concepts et les types des connaissances et leur importance dans les organisations, les principaux modèles théoriques et opérationnels de la gestion des connaissances ainsi que le concept de la rétention des connaissances. L'analyse des processus et facteurs de la gestion des connaissances dans le contexte des organisations publiques a été faite pour élaborer un cadre conceptuel adapté à ces organisations.

Pour évaluer ce cadre conceptuel, une étude empirique a été menée dans le contexte de l'administration publique marocaine à travers le cas de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII).

Les résultats de cette étude montrent l'importance des éléments « déclencheurs » de la GCC à savoir l'importance et les enjeux des connaissances pour l'organisation et le risque de perte des connaissances critiques avec le départ des ressources et compétences. Ensuite, quatre processus de GCC ont été recensés à savoir l'identification et la cartographie, la capture et la capitalisation, le partage et le transfert, et, enfin, l'application des connaissances.

Cette étude a relevé également les principaux facteurs favorisant la gestion des connaissances dans les organisations publiques. Dans ce sens, la place des connaissances dans la stratégie de l'organisation, la structure organisationnelle, la présence et l'appréhension des valeurs tel le partage et la confiance dans la culture organisationnelle, les pratiques en matière de formation et d'incitations et l'apport des technologies de l'information sont autant de facteurs identifiés et déterminants pour favoriser une gestion de la continuité des connaissances dans les organisations publiques.

>> Soutenance Selma HAJ KHLIFA

SYSTÈME BALOIS ET ACCÈS DES PME AU FINANCEMENT BANCAIRE



Les membres du jury et la doctorante, le 31 mars 2016

La Doctorante Selma HAJ KHLIFA a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des entreprises, sous le thème : «**Système Balois et Accès des PME au financement bancaire** »

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Professeur d'Enseignement Supérieur, Directeur du Centre des Etudes Doctorales - Groupe ISCAE - Président*
- **M. Fawzi BRITEL**, *Professeur d'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE - Directeur de Recherche*
- **M. Xavier RICHET**, *Professeur Emérite d'Enseignement Supérieur, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3*
- **M. Abderrahim BOUAZZA**, *Directeur Général Bank Al Maghrib.*
- **M. Benlahcen TLEMÇANI**, *Professeur d'Enseignement Supérieur, IAE Université de Perpignan Via Domitia*

Ce travail de recherche s'inscrit dans le prolongement des travaux concernant l'impact du cadre réglementaire «Bâle» sur le financement bancaire des PME, en particulier dans le contexte marocain.

Les PME contribuent de manière conséquente à l'ouverture de nouvelles perspectives, pour une croissance durable et une économie plus compétitive, notamment grâce au rôle qu'elles jouent en matière de développement, de création d'emplois et de promotion

de l'innovation. Cependant, elles ne peuvent remplir pleinement ces rôles que si elles disposent de lignes de financement suffisantes pour lancer et accompagner leurs activités.

L'accès au financement bancaire demeure un enjeu majeur pour le développement des PME et, partant, de l'ensemble de l'économie, toujours affectée par la lenteur du redressement en Europe. Pour autant, les perspectives de financement des PME sont globalement positives au regard de l'évolution du cadre réglementaire prudentiel marocain, de l'accord Bâle I en 1988 à Bâle III en 2013 qui a permis d'instituer défavorablement la rentabilité des banques, et pourrait se répercuter sur le coût et les conditions du crédit aux PME.

C'est ainsi que le travail du chercheur Selma Haj Khlifa se propose d'évaluer l'impact potentiel de l'approche de notation Interne (IRB) de Bâle II adoptée par les banques marocaines sur l'appréhension du risque crédit et en l'occurrence sur les fluctuations des exigences réglementaires sur la catégorie « PME ». Ce travail de recherche propose également d'évaluer l'impact de l'entrée en jeu des systèmes de garantie institutionnelle de crédit sur l'élargissement de l'accès des PME au financement bancaire. Sur la base des résultats de cette recherche, la garantie institutionnelle ne devant représenter qu'un accélérateur de la solution du problème de l'accès au financement et non des pilotes, pour éviter les effets adverses.

>> Soutenance Zakaria BENHAR

LE SECTEUR AÉRONAUTIQUE MAROCAIN, ENTRE FRAGILITÉ ET CONSOLIDATION : LES DÉTERMINANTS DE LA PERFORMANCE DES SOUS-TRAITANTS AÉRONAUTIQUES DANS LA RÉGION DU GRAND CASABLANCA



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 21 juin 2016

Le Doctorant Zakaria BENHAR a soutenu publiquement, le mardi 21 juin 2016, sa thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion du Groupe ISCAE, sous le thème « **Le Secteur Aéronautique Marocain, entre Fragilité et Consolidation : Les déterminants de la Performance des Sous-Traitants Aéronautiques dans la Région du Grand Casablanca** ».

Cette soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid MRABET**, Professeur d'Enseignement Supérieur, Directeur du Cycle Doctoral du Groupe ISCAE, Président
- **M. Fouad ZAIM**, Professeur d'Enseignement Supérieur – Université Hassan II, Directeur de Recherche
- **M. Saïd CHAHI**, Professeur d'Enseignement Supérieur – Université Hassan II, Rapporteur
- **M. Karim CHARAF**, Professeur d'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Rapporteur
- **Mme Maria EL FILALI**, Directrice Générale - GIMAS.

L'industrie aéronautique mondiale a connu ces dernières décennies de grandes mutations qui ont largement façonnées de nouveaux réseaux de sous-traitance en faveur des Pays Emergents.

Le Maroc a su profiter de cette nouvelle dynamique avec la genèse d'un tissu de sous-traitants aéronautiques composé en majorité de filiales de groupes étrangers. Par le biais de cette présente recherche, le doctorant a tenté d'appréhender l'impact des relations inter-firmes sur le cas marocain dans un contexte de forte intensité concurrentielle.

Cette étude fait appel à plusieurs concepts théoriques notamment les approches fondées sur les compétences (competence based view), le réseau d'entreprises (cluster) et la théorie d'apprentissage (organisationnel et technologique). Il s'agit de vérifier les hypothèses selon lesquelles les relations (i) verticales entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants (dépendance, influence et exigence) ainsi (ii) qu'horizontales inter-firmes au sein d'un cluster (clustering) contribuent à développer chez les sous-traitants des compétences technologiques et organisationnelles. Ces compétences sont supposées avoir un effet positif sur la performance des sous-traitants. Dans cette perspective, une enquête a été menée auprès de 74 firmes sous-traitantes de la région du Grand Casablanca.

Mots-clés : sous-traitance aéronautique - dépendance - influence - exigence - clustering - compétences organisationnelles et technologiques - performance.

>> Soutenance Imane RAHJ

EXPLICATION DU RECOURS À L'ENDETTEMENT FINANCIER : CAS DES PME MAROCAINES



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 28 juin 2016

La doctorante imane RAHJ a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : «**Explication du Recours à l'Endettement Financier : Cas des PME Marocaines**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Groupe ISCAE, Président*
- **M. Mohamed ABOU EL JAOUAD**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Université Hassan II, Directeur de Recherche*
- **M. Rachid BELKAHIA**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Université Hassan II, Rapporteur*
- **M. Abdenbi LOUITRI**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Université Cadi Ayyad, Rapporteur*
- **M. Fawzi BRITEL**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Groupe ISCAE*

La PME marocaine constitue le centre névralgique de notre économie. Malheureusement, sa contribution reste relativement faible. Nous avons choisi de nous intéresser à un aspect particulier de ces Entreprises, qui est celui de leur financement, et ce à travers l'explication du comportement des PME marocaines envers la dette financière. Nous avons répondu à ce

point qui a constitué l'objectif central de cette recherche en mobilisant deux théories : la théorie du financement hiérarchique suppléée par la théorie de l'agence, dans le cadre d'un raisonnement hypothético déductif basé sur un ancrage épistémologique positiviste.

Le repérage méthodologique choisi se présente comme suit : une étude quantitative ayant pour objectif d'identifier la pertinence des variables sélectionnées. Nous avons alors testé la validité des hypothèses en mobilisant et en analysant les données comptables et financières des PME. Ainsi, nos hypothèses ont été testées empiriquement sous forme d'un modèle économétrique, afin de vérifier la capacité de la littérature à expliquer la dette financière au sein des PME.

En effet, après la revue de la littérature empirique existante, il nous est apparu qu'il serait convenable non pas de tester un modèle théorique précis mais plutôt de présenter une succession d'hypothèses relatives aux deux théories explicatives choisies, que nous avons arrêtées au nombre de sept, et ce afin d'en vérifier le champ d'applicabilité en termes d'explication de l'endettement financier.

Mots Clés : PME, dette financière, asymétrie de l'information, financement hiérarchique, Coûts d'agence...

>> Soutenance Smahane MADHAR

CORPORATE GOUVERNANCE ET PERFORMANCE DES ENTREPRISES : CAS DES ÉMETTEURS MAROCAINS



Les membres du jury et la doctorante, le 30 juin 2016

La doctorante Smahane MADHAR a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Science de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : « **Corporate Gouvernance et Performance des Entreprises : Cas des Emetteurs Marocains** ».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Président
- **M. Fawzi BRITEL**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Directeur de recherche
- **M. Pierre-Yves GOMEZ**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - EM Lyon Business School, Rapporteur
- **M. Rachid BELKAHIA**, Professeur de l'Enseignement Supérieur-Université Hassan II, Rapporteur
- **M. Ramses ARROUB**, Président du Directoire du Groupe Optorg, Suffragant
- **M. Younes LAHRICHI**, Professeur Habilité - Groupe ISCAE, Suffragant

Ce travail de recherche s'interroge sur l'existence d'une relation entre la qualité de la Gouvernance des Emetteurs Marocains et leur performance comptable et boursière.

Le thème de la Corporate Gouvernance, fait l'objet de nombreux débats, en raison des multiples scandales ayant défrayé la chronique. En effet, si les managers ont eu la possibilité d'hypothéquer l'avenir des entreprises dont on leur avait confiées la direction, en engageant des investissements hasardeux, risqués et contraires à la rationalité économique la plus simple, c'est bien parce que le système de suivi, d'encadrement et de contrôle juridique mis en place n'a pas permis de déceler, encore moins, de prévenir et de redresser à temps ces déviations managériales. Cette dialectique particulière découle

de la séparation de la propriété et de la gestion qu'a connue l'évolution de l'entreprise capitaliste impliquant une divergence des objectifs entre les dirigeants et les actionnaires. C'est ainsi, qu'au Maroc comme partout ailleurs, la réforme de la gouvernance d'entreprise s'est avérée indispensable, pour réduire les coûts d'agence résultant de la relation potentiellement conflictuelle entre les actionnaires et les dirigeants, diminuer le risque d'investissement et améliorer le cas échéant la valeur de l'entreprise.

Partant des recherches académiques, qui tendent à prouver qu'une bonne gouvernance est créatrice de valeur pour les actionnaires, des textes de lois Marocains et des codes de Gouvernance, le travail de la chercheuse Smahane MADHAR, qui est « novateur par sa spécificité Marocaine », élabore un indice de mesure « rating » de la Corporate Gouvernance et teste son impact sur les performances comptables et boursières des Emetteurs Marocains. L'accès au terrain a été fait à travers l'exploitation des notes d'information et/ou rapports de gestion de 46 Emetteurs entre fin 2012 et fin 2014. Un rating gouvernance a été, ainsi, calculé pour chaque Emetteur et comparé à l'évolution de ses indicateurs comptables et financiers sur 5 ans. Les résultats de l'étude empirique ont corroboré l'hypothèse principale de recherche à savoir que les Emetteurs bien gouvernés surperforment par rapport aux Emetteurs mal gouvernés. Enfin, au-delà des apports théoriques et méthodologiques, ce travail de recherche a pour vertu de permettre de mieux connaître les règles et les enjeux de gouvernement d'entreprise. De ce fait, il a aussi une dimension « militante » car en démontrant son impact sur la performance, il permet d'inciter les entreprises à améliorer l'adoption des principes de gouvernance.

>> Soutenance Abdeltif KHALID

LE TRANSFERT DES PRATIQUES RH AU SEIN DES FIRMES MULTINATIONALES : IMPACT DES FACTEURS CONTEXTUELS : CAS DES MULTINATIONALES FRANÇAISES IMPLANTÉES AU MAROC



La directrice, les membres du jury et le doctorant, le 12 juillet 2016

Le doctorant Abdeltif KHALID a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Science de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : **«Le Transfert des Pratiques RH au Sein des Firmes Multinationales : Impact des Facteurs Contextuels : Cas des Multinationales Françaises Implantées au Maroc»**.

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Président
- **M. Rachid WAHABI**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - ENCG - Settat Directeur de recherche
- **M. Marc INGHAM**, Professeur de l'Enseignement Supérieur ESC - Dijon, Rapporteur
- **M. Chafik BENTALEB**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Université Caddi ayyad, Rapporteur
- **M. Abdelmounaim BIADE**, Professeur Habilité - Groupe ISCAE, Suffragant

Le présent travail de recherche porte sur le transfert de connaissances par les firmes multinationales (FMN) Françaises vers les filiales implantées au Maroc. Nous nous sommes penchés sur l'analyse des pratiques RH, considérées aussi comme des connaissances organisationnelles, en se basant sur l'importance de ces connaissances pour les entreprises multinationales, de part leur caractère stratégique (Evans et al., 2002 ; Sparrow et al., 2004). L'objectif du travail tourne aussi autour de la question du lien de causalité entre facteurs liés au contexte, notamment la culture nationale, le cadre institutionnel pays, les facteurs organisationnels et relationnels et la réussite du transfert de connaissances au sein de ces multinationales.

Sur le plan théorique et conceptuel, la présente recherche combine deux corpus théoriques majeurs : la théorie basée

sur les ressources, et la théorie néo-institutionnelle. Le caractère stratégique et contextuel de la connaissance liée à la GRH, a conduit intuitivement vers ce cadre théorique, et qui a orienté aussi notre réflexion pour la revue de littérature, et pour la conception et la conduite de l'étape empirique.

Pour ce faire, nous allons étudier les facteurs liés aux trois catégories de contexte qui ressortent de notre revue de littérature, à savoir le contexte national, organisationnel et relationnel.

Dans le cadre d'une approche contextuelle, nous allons baser notre réflexion sur des modèles théoriques de référence, à savoir le modèle de Szulanski (1996) et celui Kostova (1999). Plus particulièrement, le deuxième modèle a mis en évidence l'impact du contexte sur la réussite et l'efficacité du transfert de connaissance dans les multinationales (Kostova, 1999, 2016). L'objectif, que nous nous fixons au préalable, est de comprendre les différentes dimensions du phénomène en le situant dans le contexte Marocain, et pouvoir aussi apporter des éclaircissements sur les choix des multinationales en matière de standardisation ou d'adaptation des pratiques RH transférées, sous l'impact des facteurs contextuels.

Sur le plan méthodologique, nous avons suivi une méthodologie qualitative, avec une étude de cas multi-sites auprès d'une dizaine de multinationales Françaises implantées au Maroc, opérant dans divers secteurs d'activité. Le recueil des données s'est basé essentiellement sur des entretiens semi-directifs effectués avec les DRH des filiales, ainsi qu'une étude documentaire approfondie des données secondaires de ces multinationales. Notre échantillon comporte huit filiales de FMN Françaises cotées au niveau du CAC 40.

Mots-clés : Transfert des Pratiques de RH, facteurs contextuels, contexte national, contexte organisationnel, contexte relationnel, réussite et efficacité du transfert de connaissances.

>> Soutenance Anouar NAJEH

PERFORMANCE DES ACQUISITIONS D'ENTREPRISES : PERCEPTION DES FACTEURS DÉTERMINANTS



La Directrice, les membres du jury et le doctorant, le 21 septembre 2016

Le doctorant Anouar NAJEH a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : «**Performance des Acquisitions d'Entreprises : Perception des Facteurs Déterminants**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Groupe ISCAE*
- **M. Fawzi BRITEL**, *Professeur d'Enseignement Supérieur – Groupe ISCAE, Directeur de Recherche*
- **M. Olivier MEIER**, *Professeur des Universités – Université Paris-Est Créteil*
- **M. Abdelghani BENDRIOUCH**, *Professeur des Universités – Université Internationale de Casablanca.*
- **M. Tarik EL MALKI**, *Professeur Habilité – Groupe ISCAE.*
- **M. Bassim JAI HOKIMI**, *Président Directeur Général – ATLAMED.*

Ce travail de recherche traite la problématique de la performance des acquisitions d'entreprise sous un angle qualitatif, à travers l'analyse de la perception des facteurs déterminants susceptibles d'expliquer cette performance. Les opérations de fusions et acquisitions d'entreprises ont connu un développement considérable ces dernières années. Le volume des transactions dans le globe a atteint 5.000 milliards de dollars en 2015, ce qui représente 6% du PIB Mondial. L'engouement des investisseurs pour ce type d'opérations montre l'intérêt qu'elles présentent en termes de développement et de création de valeur. Cependant, il est constaté qu'une multitude d'opérations de

d'acquisitions ne donnent pas les résultats escomptés. En raison de la complexité de ces opérations et des difficultés rencontrées par les entreprises tant en amont (stratégie d'acquisition, choix de la cible, valorisation et négociation du prix) qu'en aval (intégration de la cible, mise œuvre et exploitation des synergies), le risque d'échec reste élevé. Plusieurs recherches se sont attelées sur l'évaluation de la performance des acquisitions d'entreprises pour tenter d'en expliquer les déterminants. Bien que ces recherches aient investigué différentes méthodologies de mesure de la performance et aient tenté de déterminer ses principaux facteurs explicatifs, les résultats recueillis sont contrastés et des questions essentielles restent encore à résoudre. En effet, le concept de la performance n'est pas bien cerné par la littérature. En outre, les études empiriques, focalisées essentiellement sur approche financière et quantitative, ont rarement mis en évidence les causes réelles du succès ou de l'échec de ces opérations. C'est ainsi que le travail de recherche présenté par M. Anouar NAJEH se propose d'examiner la problématique de la performance à travers une analyse de la perception des facteurs déterminants par les acteurs ayant vécu ces opérations.

Cette recherche a mis en exergue l'importance de la dimension stratégique dans le succès des opérations d'acquisitions d'entreprises, notamment l'existence d'une vision stratégique (définition des objectifs, diagnostic et évaluation des options stratégiques, choix d'une stratégie d'acquisition), la détermination et l'exploitation des synergies et la planification du processus de rapprochement.

>> Soutenance Fatima Zahra RACHDI

L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ AU MAROC : UNE APPROCHE PAR LE RÉSEAU PERSONNEL



Les membres du jury et la doctorante, le 15 décembre 2016

La doctorante Fatima Zahra RACHDI a soutenu publiquement sa thèse pour l'obtention de Doctorat en Science de Gestion du Groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, sous le thème : «**L'Entrepreneuriat Féminin au Maroc : Une Approche par le Réseau Personnel**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Groupe ISCAE, Président
- **M. Rachid WAHBI**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - ENCG - Settat, Directeur de recherche
- **M. Thierry LEVY-TADJINE**, Maître de Conférence HDR, Université Paris 8, Vincennes - Saint Denis, Rapporteur
- **M. Salah KOUBAA**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Université Hassan II, Rapporteur
- **M. Mohamed BERRADA**, Professeur de l'Enseignement Supérieur - Université Hassan II, Suffragant

La présente recherche a pour objectif de démontrer la singularité d'un phénomène qui ne cesse d'attirer l'attention des chercheurs et des praticiens qui est, l'entrepreneuriat féminin, et ce à travers l'étude du réseau personnel de l'entrepreneur.

Dans cette perspective, nous mobilisons un cadre conceptuel composé principalement du courant de l'entrepreneur «encasté», qui permet de mieux comprendre la pratique du réseautage en s'appuyant

sur le postulat de «l'encastrement social». Ce cadre conceptuel permet de scruter les processus et les facteurs de contingence liés à la construction et la mobilisation d'un réseau personnel, ainsi que les effets de cette action stratégique.

Cette approche est retenue aussi par les nouvelles recherches en entrepreneuriat féminin (en particulier, les travaux récents du Babson College, conduits sous la supervision de Brush) et nous permet de mettre en exergue l'impact des représentations sociales liées au genre sur les perceptions et les attitudes liées au réseautage. Ainsi nous avons mis au service de notre problématique deux approches distincts mais ayant le même enracinement : l'approche de l'entrepreneur «encasté» et l'approche «intégrée» de Brush (1992, 2007, 2012).

Pour opérationnaliser ce corpus au niveau empirique, nous avons mobilisé les travaux de la sociologie économique à savoir la théorie de la force des liens (Granovetter, 1973), la structure du réseau (Burt, 1992) et les attributs des individus composant le réseau (Lin, 1995). Et ce, dans une logique hypothético-déductive appuyée par une étude qualitative à visée exploratoire de contextualisante conduite auprès de 10 femmes entrepreneures et une étude quantitative ayant pour objectif le test des hypothèses.

>> Soutenance Omar BENAICHA

LA DIFFUSION DE LA RSE AU MAROC : PROPOSITION D'UN MODÈLE EXPLICATIF



Les membres du jury et le doctorant, le 17 janvier 2017

Le doctorant Omar BENAICHA a soutenu le 17 janvier 2017 sa thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion du Groupe Institut Supérieur du Commerce et de l'Administration des Entreprises, sous le thème : «**La diffusion de la RSE au Maroc : Proposition d'un modèle explicatif**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- M. Abdenbi LOUITRI, *Université Cadi Ayyad, Marrakech*
- M. Rachid M'RABET, *Groupe ISCAE, Casablanca*
- M. Jacques IGALENS, *Université Toulouse, Toulouse*
- Mme Sandrine BERGER-DOUCE, *Ecole des Mines d'Amiens, Amiens*
- M. Mohamed Larbi SIDMOU, *Université Cadi Ayyad, Marrakech*
- M. Brahim TOUIMI BENJELLOUN, *Administrateur Directeur Général de BMCE BANK OF AFRICA*

Concept complexe et protéiforme, née de préoccupations morales et éthiques autour du comportement des hommes d'affaires, la RSE évolue au gré des périodes adoptant de plus en plus un contenu stratégique autour de l'entreprise et son rôle dans la société. Elle a intégré, sous l'effet de plusieurs facteurs, des processus de sensibilité sociétale puis elle s'est ouverte sur les processus de mesure et d'évaluation de la performance pour rendre compte de la performance sociétale de l'entreprise. Les récentes crises financières et économiques interrogent le rôle de l'entreprise en tant qu'acteur de la société qui peut avoir des droits et obligations de citoyenneté et se doit de contribuer au bien-être sociétal et au-delà au

développement durable. Le renouveau du courant de l'éthique des affaires interroge à nouveau l'entreprise sur ses comportements et invite la RSE à ses principes, ses processus et la légitimité de ses actions. La recherche sur la RSE entend à étudier les spécificités de sa diffusion dans les cadres institutionnels nationaux et à lui procurer plus de clarté managériale au niveau des entreprises. La recherche d'Omar BENAICHA mobilise une approche basée sur la contextualisation et tenant compte des caractéristiques institutionnelles, organisationnelles et individuelles du système d'affaires au Maroc, pour expliquer la diffusion récente de la RSE au Maroc.

Pour cela, un cadre théorique de la recherche a été défini en tenant compte des différentes tensions relevées dans la littérature sur l'évolution du concept de RSE et de sa diffusion. Ce cadre a permis de couvrir les différentes relations de l'entreprise, avec ses parties prenantes et avec la société et d'identifier des hypothèses de recherche sur les liens entre les variables déterminant la diffusion dans le contexte marocain. Les facteurs de diffusion de la RSE dépendent de l'environnement institutionnel, socio-économique et culturel, de la structure des entreprises, de la personnalité de leurs dirigeants, du dynamisme des parties prenantes et de la Société civile. Pour mieux cerner ces facteurs, plusieurs concepts ont été mobilisés, tels que le cadre institutionnel, le champ organisationnel et les parties prenantes au sein de deux théories, la théorie néo-institutionnelle et la théorie des parties prenantes.

>> Soutenance Abderrahmane SALHI

CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES FAMILIALES : CAS DES ENTREPRISES FAMILIALES MAROCAINES NON COTÉES



La directrice, les membres du jury et le doctorant, le 27 février 2017

Le doctorant Abderrahmane SALHI a soutenu le 27 février 2017 sa thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion du Groupe Institut Supérieur du Commerce et de l'Administration des Entreprises, sous le thème : «**Contribution à la Connaissance de la Gouvernance des Entreprises Familiales : Cas des Entreprises Familiales Marocaines Non Cotées**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Directeur du Centre des Etudes Doctorales, Groupe ISCAE

- **M. Fawzi BRITEL**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Groupe ISCAE

- **M. Abdelghani BENDRIOUCH**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Université Internationale de Casablanca

- **M. Abdenbi LOUITRI**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Université Cadi Ayyad, Marrakech

- **M. Jan DEGADT**, Professeur Emérite, Université KU Leuven, Belgique

- **M. Laurent WEERTS**, Administrateur Délégué, Institut de l'Entreprise Familiale (IEF)- Belgique

Ce travail de recherche porte vise l'exploration de l'influence de la famille sur la gouvernance de l'entreprise familiale dans la cadre d'une vision de pérennisation de celle-ci à travers les générations.

Au Maroc comme partout dans le monde, les entreprises familiales constituent la majorité des entreprises du tissu économique et contribuent d'une manière significative à la création la richesse et de l'emploi. Les entreprises familiales, notamment au Maroc, se trouvent confrontées à un double défi : celui de la croissance dans un

environnement de plus en plus concurrentiel et mondialisé et un défi de relève dans le cadre d'une vision de pérennité de celle-ci à travers les générations.

Plusieurs travaux de recherche considèrent que la gouvernance d'entreprise, notamment pour l'entreprise familiale, est reconnue comme étant un des facteurs nécessaires pour un son bon fonctionnement et sa croissance et qu'une structure de gouvernance solide est fondamentale pour la continuité de l'entreprise familiale (EF) à travers le temps et constitue un gage de confiance pour les investisseurs externes.

La communauté scientifique est unanime que ce qui différencie une entreprise familiale d'une entreprise non familiale, c'est surtout la présence de la famille dans celle-ci. La problématique liée à la compréhension de l'influence que la famille peut exercer sur la gouvernance de son entreprise, dans une vision de pérennisation de celle-ci, a commencé tout récemment et a suscité l'intérêt de la communauté scientifique. Le succès ou l'échec de plusieurs entreprises familiales, à assurer de la croissance et une continuité générationnelle, a été souvent imputé à la nature de l'influence exercée par la famille propriétaire sur l'entreprise familiale et notamment sur sa gouvernance.

La thèse soutenue par Abderrahmane SALHI aborde cette problématique selon une approche contingente et multidimensionnelle en tenant compte à la fois des facteurs d'influences élucidées par des recherches antérieures mais également d'autres facteurs d'influence identifiés lors de l'exploration de la gouvernance d'entreprises familiales marocaines se trouvant dans des phases de relève générationnelle.

>> Liste integrale des thèses soutenues à fin février 2017

N°	Date	Doctorants	Titre de la thèse	Jury	Mention
1	16 juin 2015	M. Mehdi EL ATTAR	La Titrisation au Maroc : Analyse du Processus de Prise de Décision	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr. Mohamed BERRADA, <i>Université Hassan II</i> • Pr Rachid BELKAHIA, <i>Université Hassan II</i> Suffragant : • M. Fouad BENDI, <i>Directeur Général Adjoint, Maghreb Titrisation</i>	Très honorable
2	12 janvier 2016	M. Hassan CHAGAR	L'Externalisation au Service de l'Innovation et du Développement Durable	Président : • Pr Ouaffa ZAIM, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Ahmed AZIRAR, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Ahmed BOUNFOUR, <i>Université Paris-Sud - France</i> • Pr Rachid WAHABI, <i>Université Hassan 1^{er}</i> Suffragant : • M. Anouar BENAZZOUZ, <i>Directeur Général, Société Nationale des Autoroutes du Maroc</i>	Très honorable
3	9 février 2016	M. Issam EL MAGUIRI	La Gestion du Résultat Comptable dans les Opérations de Fusions-Absorptions au Maroc	Président : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Bernard COLASSE, <i>Université, Paris - Dauphine</i> • Pr Mohamed ABOU EL JAUD, <i>Université Hassan II</i> Suffragant : • M. Abdelati HAKMAOUI, <i>Pr Habilité, Université Hassan II.</i>	Très honorable
4	8 mars 2016	M. Said EL MOUSTAFID	La Gestion de la Continuité des Connaissances dans les Organisations Publiques	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Mustapha EL BAZE , <i>Groupe ISCAE</i> Co-directeur de recherche : • Pr Ahmed BOUNFOUR, <i>Université Paris 11</i> Rapporteurs : • Pr Ahmed BOUACHIK, <i>Université Mohamed V-Rabat</i> • M. Adil BAMI, <i>Pr Habilité, Groupe ISCAE</i>	Très honorable

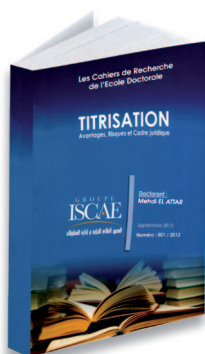
N°	Date	Doctorants	Titre de la thèse	Jury	Mention
5	31 mars 2016	Mme Salma HAJ KHLIFA	Système Bâlois et Accès des PME au Financement Bancaire	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Xavier RICHET, <i>Université Sorbonne Nouvelle</i> • Benlahcen TLEMÇANI, <i>Maître de Conférence HDR - IAE- Université de Perpignan Via Domitia</i> Suffragant : • M. Abderrahim BOUAZZA, <i>Directeur Général, Bank Al Maghrib</i>	Très honorable
6	21 juin 2016	M. Zakaria BENHAR	Le Secteur Aéronautique Marocain, entre Fragilité et Consolidation : les Déterminants de la Performance des Sous-Traitants Aéronautiques dans la Région du Grand Casablanca	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fouad ZAIM, <i>Université Hassan II</i> Rapporteurs : • Pr Saïd CHAHI, <i>Université Hassan II</i> • Pr Karim CHARAF, <i>Groupe ISCAE</i> Suffragante : • Mme Maria EL FILALI, <i>Directrice Générale, GIMAS</i>	Très Honorable
7	28 juin 2016	Mme Imane RAHJ	Explication du Recours à l'Endettement Financier : Cas des PME Marocaines	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Mohamed ABOU EL JAOUAD, <i>Université Hassan II</i> Rapporteurs : • Pr Rachid BELKAHIA, <i>Université Hassan II</i> • Pr Abdenbi LOUITRI, <i>Université Cadi Ayyad</i> Suffragant : • Pr. Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i>	Très Honorable
8	30 Juin 2016	Mme Smahane MADHAR	Corporate Gouvernance et Performance des Entreprises : Cas des Emetteurs Marocains	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Pierre Yves GOMEZ, <i>EM Lyon Business School</i> • Pr Rachid BELKAHIA, <i>Université Hassan II</i> Suffragants : • M. Ramses ARROUB, <i>Président du Directoire du Groupe OPTORG</i> • Pr Younes LAHRICHI, <i>Groupe ISCAE</i>	Très Honorable
9	12 juillet 2016	M. Abdeltif KHALID	Le Transfert de Pratiques RH au sein des Firmes Multinationales : Impact des Facteurs Contextuels : Cas des Multinationales Françaises Implantées au Maroc	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Rachid WAHABI, <i>ENCG, Settat</i> Rapporteurs : • Pr Marc INGHAM, <i>ESC Dijon</i> • Pr Chafik BENTALEB, <i>Université Cadi Ayyad</i> Suffragants : • Pr Abdelmounaim BIADE, <i>Groupe ISCAE</i>	Très Honorable

N°	Date	Doctorants	Titre de la thèse	Jury	Mention
10	21 septembre 2016	M. Anouar NAJEH	Performance des Acquisitions d'Entreprises Perception des Facteurs Déterminants	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Oliviers MEIER, <i>Université Paris-Est Créteil</i> • Pr Tarik EL MALKI, <i>Groupe ISCAE</i> Suffragants : • Pr Abdelghani BENDRIOUCH, <i>UIC, Casablanca</i> • M. Bassim JAI HOKIMI, <i>PDG ATLAMED</i>	Très honorable
11	15 décembre 2016	Mme Fatima Zahra RACHDI	L'Entrepreneuriat Féminin au Maroc : une Approche par le Réseau Personnel	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Rachid WAHBI, <i>ENCG, Settat</i> Rapporteurs : • Pr Thierry LEVY-TADJINE, <i>Maître de Conférence HDR, Université Paris 8 Vincennes – Saint Denis</i> • Pr Salah KOUBAA, <i>Université Hassan II</i> Suffragant : • Pr Mohamed BERRADA, <i>Université Hassan II</i>	Très honorable
12	17 janvier 2017	M. Omar BENAICHA	La diffusion de la RSE dans les entreprises au MAROC : Proposition d'un modèle explicatif	Président : • Pr Abdenbi LOUITRI, <i>Université Cadi Ayyad, Marrakech</i> Directeur de Thèse : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Rapporteurs : • Pr Jacques IGALENS, <i>Université des Sciences Sociales de Toulouse</i> • Pr Sandrine BERGER-DOUCE, <i>Ecole Nationale Supérieure des Mines d'Amiens</i> Suffragants : • Pr Mohamed Larbi SIDMOU, <i>Université Cadi Ayyad, Marrakech</i> • M. Brahim TOUIMI BENJELLOUN, <i>Administrateur Directeur Général de BMCE BANK OF AFRICA</i>	Très honorable
13	27 février 2017	M. Abderrahman SALHI	Contribution à la Connaissance de la Gouvernance des Entreprises Familiales : Cas des Entreprises Familiales Marocaines Non Cotées	Président : • Pr Rachid M'RABET, <i>Groupe ISCAE</i> Directeur de Recherche : • Pr Fawzi BRITEL, <i>Groupe ISCAE</i> Co-directeur de Recherche : • Pr . Abdelghani BENDRIOUCH, <i>Université Internationale de Casablanca</i> Rapporteurs : • Pr Abdenbi LOUITRI, <i>Université Cadi Ayyad, Marrakech</i> • Pr Jan DEGADT, <i>Université KU Leuven, Belgique</i> Suffragant : • Pr Laurent WEERTS, <i>Administrateur Délégué Institut de l'Entreprise Familiale (IEF), Belgique</i>	Très honorable

>> Liste des cahiers de recherche publiés par les doctorants à fin février 2017

CAHIER DE RECHERCHE N°	DOCTORANT	TITRE	DATE DE PUBLICATION
N° 1	Mehdi EL ATTAR	Titrisation : Avantages, Risques et Cadre Juridique	Septembre 2013
N°2	Hassan GHAGAR	L'Externalisation Stratégique, Ancrage Théorique du Processus d'Externalisation Stratégique	Novembre 2013
N°3	Issam EL MAGUIRI	Gestion du Résultat Comptable et Opérations de Fusions-Absorptions	Février 2014
N°4	Saïd EL MOUSTAFID	La Gestion des Connaissances : Concepts, Processus et Facteurs	Février 2014
N°5	Zakaria BENHAR	La Sous-Traitance Aéronautique	Mai 2015
N°6	Khadija Malak BENDHAIBA	La Convergence des Normes Bancaires et performances Economiques et Financières : Cas du Maroc	
N°7	Selma HAJ KHLIFA	Bâle II et l'Exigence de Transparence des PME	Juillet 2015
N°8	Mounia DIAMANE	L'Entrepreneuriat Concepts, Approches et Modèles Théoriques	Mars 2016
N°9	Imane RAHJ	Financement par la Dette : Une Synthèse de Littérature Financière	Juin 2016
N°10	Smahane MADHAR	Corporate Gouvernance et Performance des Entreprises : Cas des Emetteurs Marocains	Mars 2017
N°11	Anouar NAJEH	Performance des Acquisitions d'Entreprises : Perception des Facteurs Déterminants	Mars 2017
N°12	Omar BENAICHA	Evolution du Concept de RSE : Une Approche Généalogique	Décembre 2016
N°13	Abderrahmane SALHI	Quels Fondements Théoriques pour la Gouvernance de l'Entreprise Familiale ?	Janvier 2017

Les Cahiers de Recherche du Centre d'Etudes Doctorales (CEDOC)



Mehdi El ATTAR
**Titrisation, Avantages,
Risques et Cadre juridique**



Hassan CHAGAR
**L'Externalisation
Stratégique**



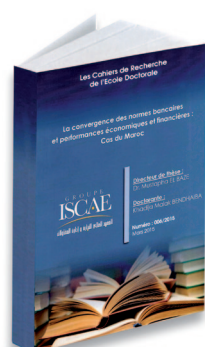
Issam EL MAGUIRI
**Gestion du Résultat Comptable
et Opérations de Fusion-Absorptions**
 Elaboration d'un cadre d'analyse



Saïd EL MOUSTAFID
**La Gestion
des Connaissances**



Zakari BENHAR
La Sous-traitance Aéronautique
 Concepts, Cadre théorique
et Chaîne de valeur globale



Khadija Malak BENDHAIBA
**La Convergence des Normes
Bancaires et Performances
Économique et Financières :**
 Cas du Maroc



Selma HAJ KHLIFA
**Bâle II et l'exigence
de transparence des PME**



Mounia DIAMANE
L'Entrepreneuriat
 Concepts, Approches
et Modèles théoriques



Imane RAHJ
Financement par la Dette :
 Une Synthèse de la littérature
Financière



Smahane MADHAR
**Corporate Gouvernance et
Performance des Entreprises :**
 Cas des Emetteurs Marocains



Anouar NAJEH
**Performance des Acquisitions
d'Entreprises : Perception
des Facteurs Déterminants**



Omar BENAICHA
Evolution du Concept de RSE :
 Une Approche Généalogique



Abderrahmane SALHI
**Quels Fondements Théoriques
pour la Gouvernance de
l'Entreprise Familiale ?**

>> Le Cycle d'Expertise Comptable (CEC)

UN DIPLÔME SOUS LE SIGNE DE L'EXCELLENCE



**Pr. Adil BAMI, Directeur
Adjoint Pôle Académique
ISCAE-Casablanca**

Le diplôme d'Expertise comptable est un diplôme national produit en partenariat avec le Conseil National de l'Ordre des Experts Comptable (OEC). C'est un partenariat précurseur, conçu en mode Partenariat Public Privé (PPP) depuis le début des années 1990, alors même que ce mode de gestion n'était pas en vogue. En effet, le décret 2.89.519 en date du 16 juillet 1990 institue cette association et décrit les modalités d'organisation de la formation avec un volet académique assuré par le Groupe ISCAE et une dimension professionnelle sous forme de stages pris en charge par les deux ordres régionaux : Casablanca et sud & Rabat et nord.

La validation de la formation académique se traduit par la validation de trois certificats. Le Certificat des Etudes Financières et Comptabilité Approfondie (CEFCA) sanctionne la première année de formation. Le Certificat Supérieur des Techniques d'Expertise Comptable (CSTEC) permet la validation de la deuxième année de formation. Les examens du troisième certificat à savoir le Certificat Supérieur de Révision Comptable (CSRC) sont accessibles après la validation de six rapports de stage trimestriels c'est-à-dire de trois années de stage auprès d'un cabinet d'expertise comptable.

L'Expert-Comptable « mémorialiste » ayant validé les trois certificats est amené à engager la réflexion concernant la thèse de fin d'étude. Réflexion initiée par la validation de la « notice du mémoire » qui est une note de cadrage du projet de recherche.

L'ensemble des équipes pédagogique du CEC ainsi que nos partenaires de l'OEC partagent le même constat et font la même analyse : le CEC a atteint l'âge de maturité, pour pouvoir appréhender les défis du futur et capitaliser sur 27 ans d'expérience, l'alignement stratégique par rapport à la « Vision 2020 » prônée par la Direction Générale devient une nécessité.

Un seul mot d'ordre : ouverture sur le macro environnement et repositionnement qualitatif sont des objectifs prioritaires qui vont permettre de consolider la position du diplôme dans le paysage bouillonnant des formations professionnelles en sciences de gestion.

>> Soutenance Azzeddine ZAABOUL

L'EXPERT-COMPTABLE FACE AU CONTRÔLE DE LA CNSS : PROPOSITION D'UN GUIDE DE PRÉVENTION DU RISQUE CNSS



Les membres du jury et le doctorant, le 12 mai 2016

Le doctorant Azzeddine ZAABOUL a soutenu le 12 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**L'Expert-Comptable face au Contrôle de la CNSS : Proposition d'un Guide de Prévention du Risque CNSS**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Larbi EL AOUFIR**, Expert Comptable DPLE, Président
- **M. Jamal KHOUMRI**, Expert Comptable DPLE, Directeur de Recherche
- **M. Abdelmounaim BIADE**, Professeur à l'ISCAE, Suffragant
- **M. Mohamed HDID**, Expert Comptable DPLE, Suffragant

Tout employeur (personne physique ou morale) du secteur privé, tout exploitant agricole, tout employeur du secteur semi public ayant opté pour la C.N.S.S (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) comme organisme de protection sociale est dans l'éventualité d'être contrôlé un jour par la C.N.S.S.

Afin d'éviter ce contrôle ou éventuellement ses conséquences financières non négligeables pour

l'entreprise, celle-ci est appelée à prendre, en amont, toutes les mesures préventives consistant à évaluer les risques encourus à sécuriser en conséquence ses pratiques ayant trait aux obligations sociales, d'une part et à gérer au mieux ledit contrôle quand il se présente, d'autre part.

En effet, ces mesures ne peuvent être recommandées que par un conseiller maîtrisant parfaitement la matière sociale.

Préparé, dans cet objectif, ce mémoire met à jour les évolutions législatives et réglementaires les plus récentes, décrit de façon détaillée et précise les différentes étapes d'une mission de contrôle C.N.S.S, les voies de recours possibles pour contester les résultats dudit contrôle, les comptes susceptibles de contenir des anomalies ayant une incidence sur l'assiette des cotisations.

Ce travail propose enfin un guide pratique et méthodologique visant la prévention du risque C.N.S.S.

Mots clés : C.N.S.S, Contrôle, Assiette des Cotisations, Guide.

>> Soutenance Myriem TAZI

STANDARDISATION DE LA GESTION DES RISQUES DES PROCESSUS SUPPORTS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS



La directrice, les membres du jury et la doctorante, le 16 mai 2016

La doctorante Myriem TAZI a soutenu le 16 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Standardisation de la Gestion des Risques des Processus Supports des Etablissements Publics**». La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **Mme Amina FIGUIGI**, *Directrice Générale de l'Office National des Pêches, Présidente*
- **M. Faïçal MEKOUAR**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- **M. Faouzi BRITEL**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*
- **M. Mehdi EL ATTAR**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*

Une enquête sur des dysfonctionnements des processus «achats», «ressources humaines», «gestion & suivi budgétaire» et «comptabilité et finances» a permis de relever différents constats au sein d'établissements publics soumis au contrôle préalable. Ces constats ont été identifiés en dépit de la présence d'un dispositif de contrôle renforcé déployé par l'Etat.

La première partie du mémoire a permis de détailler la problématique liée à l'identification et à la surveillance

des risques des processus administratifs et financiers des établissements publics soumis au contrôle préalable.

La solution proposée détaillée lors de la deuxième partie a permis de définir un mode opérationnel du déploiement d'un processus de gestion des risques.

Le premier objectif de ce mémoire est de proposer des outils et une méthodologie aux Experts-Comptables à déployer lors des missions spéciales de gestion des risques des processus administratifs et financiers des établissements publics. Le deuxième objectif de ce mémoire est de proposer une approche de pérennisation à déployer au profit des clients. A ce titre, un modèle de gouvernance des risques identifiés et également une procédure opérationnelle de fonctionnement du processus ont été présentés.

La gestion des risques est désormais au cœur des problématiques des établissements publics.

A travers ce mémoire, une méthodologie et des outils ont été proposés à la profession en vue d'appréhender les missions spéciales de mise en place et de pérennisation d'un dispositif de gestion des risques des processus supports au sein des établissements publics.

>> Soutenance Hassna LOUKILI

ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE, PAR L'EXPERT-COMPTABLE, DANS LE CADRE DU PROCESSUS D'ACQUISITION D'ENTREPRISE



Les membres du jury et la doctorante, le 16 mai 2016

La doctorante Hassna LOUKILI a soutenu le 16 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Accompagnement juridique, par l'Expert-Comptable, dans le cadre du processus d'acquisition d'entreprise : de la vérification diligente à la matérialisation de la transaction**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Abdou Souleye DIOP**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- **M. Abdellatif EL QUORTOBI**, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- **M. Mohamed BOUMESMAR**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*
- **M. Abderrafi EL MAATAOUI**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*

Le processus d'acquisition d'entreprise couvre des aspects juridiques d'une importance accrue, allant de la dimension juridique de la vérification diligente à la rédaction des documents contractuels inhérents à la cession de titres, et nécessite de ce fait l'intervention d'un professionnel en la matière, en l'occurrence l'Expert-Comptable, d'autant plus, qu'en dehors de réglementations éparées, il n'existe pas de règles juridiques d'ensemble encadrant aussi bien la vérification diligente que les documents contractuels

réglant l'acquisition d'entreprise. La problématique de notre mémoire s'articule autour de la démarche à adopter par l'Expert-Comptable, combinant sécurisation et optimisation juridique, en vue de l'accompagnement d'un investisseur, dans le cadre d'un projet d'acquisition d'entreprise.

Dans une première partie, la thèse traite la démarche proposée pour la vérification diligente juridique, devant permettre de cerner les zones de risques et les évaluer. Les différents volets (situation juridique de la cible, ses actifs, la réglementation de son activité, ses aspects sociaux, ses aspects litigieux et ses relations contractuelles) sont examinés selon trois approches distinctes ; une approche de vérification de conformité légale, une approche visant à identifier les éventuels risques juridiques pouvant impacter l'opération d'acquisition d'entreprise, et une approche combinant les deux premières. Dans une seconde partie, la thèse expose la méthodologie à adopter en vue de matérialiser l'acquisition de la cible, en traitant à titre préliminaire des diligences particulières à effectuer préalablement à l'établissement des documents contractuels. Les actes juridiques inhérents aux modalités d'acquisition de la cible, soient le protocole de cession et l'acte de cession de titres, sont ensuite analysés. Sont traités enfin les outils permettant la maîtrise de risques postérieurs à l'acquisition de l'entreprise, soient la convention de garantie d'actif et de passif et du pacte d'associés.

>> Soutenance Youssef EL AKRAKHI

CERTIFICATION DES COMPTES DE L'ÉTAT : PROPOSITION D'UNE DÉMARCHE PROFESSIONNELLE D'AUDIT



Les membres du jury et le doctorant, le 24 mai 2016

Le doctorant Ben Youssef EL AKRAKHI a soutenu le 24 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : **«Certification des comptes de l'État : proposition d'une démarche professionnelle d'audit»**.

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Samir AGOUMI**, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- **M. Abdelaziz TALBI**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche,*
- **M. Adbellatif EL QUORTOBI**, *Expert-Comptable DPLE, Président du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables*
- **M. Issam EL MAGUIRI** *Expert-comptable DPLE, Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptable Casa et Sud*

Le chantier de mise en place de la comptabilité générale de l'Etat et de certification des états financiers de ce dernier est important. C'est un projet structurant

pour rehausser la qualité de l'information économique et financière du secteur public et pour améliorer la reddition des comptes conformément aux principes édictés par la Constitution de 2011.

Ce mémoire comporte une présentation et une analyse critique du référentiel des normes comptables de l'Etat, par abréviation RNCE, ainsi que des normes internationales en matière comptable et de vérification des comptes applicables au secteur public, à savoir les IPSAS et les ISSAI.

L'accent est ensuite porté sur les travaux d'audit financier que la Cour des comptes (certificateur des comptes de l'Etat) doit réaliser sur la base du référentiel qu'elle aura arrêté et devant converger le plus possible vers les normes ISA et ISSAI.

L'apport de l'Expert-Comptable est essentiel à cet égard que ce soit en matière d'accompagnement de producteur des comptes ou de leur certificateur.

Mots clés : Certification, Etat, Cour des comptes, Expert-comptable, IPSAS.

>> Soutenance Awatif FAIZ

RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE DANS LES OPÉRATIONS DE CAPITAL TRANSMISSION DES PME AU MAROC



Les membres du jury et la doctorante, le 24 mai 2016

La doctorante Awatif FAIZ a soutenu le 24 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Rôle de l'Expert-Comptable dans les Opérations de Capital Transmission des PME au Maroc**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Aziz EL KHATTABI**, *Président du jury, Expert-Comptable DPLE, Cabinet KPMG Rabat*
- **M. Redouane ROUSSAM**, *Directeur de recherche, Expert-Comptable DPLE, Cabinet 2R Consulting Casablanca*
- **M. Abdelaziz TALBI**, *Suffragant, Expert-Comptable DPLE, Cabinet Abdelaziz Talbi Rabat*
- **M. Samir JOUTI**, *Suffragant, Expert-Comptable DPLE, Cabinet AUDICOF Casablanca*

Les PME marocaines, à l'instar des autres pays sont confrontées à des problèmes liés au financement de leur pérennité et notamment leur transmission. Le recours aux opérations de Capital-Transmission présente l'une des solutions pour les chefs de ces PME. En effet, des investisseurs institutionnels et des fonds de gestion vont intégrer le capital de ces PME en leur apportant des fonds financiers certes mais également leur expertise

et savoir-faire. Le Capital-Transmission nécessite des montages financiers, juridiques et fiscaux sophistiqués. L'appel à des professionnels pour accompagner l'opération est une nécessité. Au côté du chef de l'entreprise, l'Expert-Comptable joue un rôle crucial tout au long du processus.

La présente recherche met en relief le rôle de l'Expert-Comptable durant les différentes phases d'un processus qui peut aller jusqu'à 2 ans. Sur le volet financier, Il s'agit de mettre en place un modèle de LBO (Leveraged Buy Out) adéquat, structurer les fonds apportés avec les dettes à contracter et surtout évaluer l'entreprise sur des bases solides. La réussite des Due diligence de vente ou d'acquisition garantit la poursuite du processus. L'expert-comptable joue un rôle déterminant lors des audits d'acquisition. Sur le plan juridique, la création d'une société holding s'impose. L'Expert-Comptable examine un ensemble de documents juridiques notamment la lettre d'intention, le pacte d'actionnaire, le protocole de cession et la garantie d'actif et de passif. Enfin, l'Expert-Comptable exposera les choix d'optimisation fiscale de l'opération qui peuvent s'offrir au dirigeant de l'entreprise ainsi que les risques y afférents.

>> Soutenance Brahim EN-NAJIMI

SUCCURSALES DES ENTREPRISES ETRANGÈRES DE PROSPECTION PÉTROLIÈRE AU MAROC : ANALYSE DES CADRES JURIDIQUE, COMPTABLE, FISCAL ET SOCIAL ET PROPOSITION D'UN GUIDE D'AUDIT



La directrice, les membres du jury et le doctorant, le 24 mai 2016

Le doctorant Brahim EN-NAJIMI a soutenu le 24 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Succursales des Entreprises Étrangères de Prospection Pétrolière au Maroc : Analyse des Cadres Juridique, Comptable, Fiscal et Social et Proposition d'un Guide d'Audit**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Abdelaziz ALMECHATT**, *Expert-Comptable DPLE, Président*

- **M. Abdelkrim AAZIBOU**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche,*

- **M. Issam MAGUIRI**, *Expert-Comptable DPLE, Suffragant*

- **M. Bouchaïb NADIF**, *Expert-comptable DP, Suffragant*

Le Maroc dispose d'un potentiel important en matière d'exploration pétrolière, l'exploitation de ce potentiel nécessite l'encouragement des investissements étrangers par la mise en place d'un cadre juridique, comptable, fiscal et social propre aux succursales des entreprises étrangères de prospection pétrolière au Maroc dans la mesure où la forme de succursale

constitue la forme juridique préférée des investisseurs étrangers de prospection pétrolière vu la flexibilité dans sa création et sa liquidation.

Dans ce contexte, ce mémoire constitue une contribution pour enrichir la réflexion sur les aspects juridique, comptable, fiscal et social de l'activité de ces entités dans la perspective d'une mise à niveau du cadre juridique et réglementaire régissant l'activité des succursales des entreprises étrangères de prospection pétrolière dont le nombre a tendance à croître les prochaines années.

Ce mémoire constitue un travail d'analyse ayant fait ressortir les difficultés et les lacunes juridiques, comptables, fiscales et sociales et ayant donné lieu à la proposition des recommandations d'amélioration sur certains aspects de l'activité de ces entités. Il a été nécessaire, aussi, d'exploiter le résultat de cette analyse pour la mise en place d'un guide d'audit des succursales de prospection pétrolière dont la valeur ajoutée pour la profession d'Expert-Comptable est considérable dans la mesure où, les professionnels sont confrontés à un ensemble de difficultés sur le terrain.

>> Soutenance Bouchra MALHOUNI

PROPOSITION DE MÉTHODOLOGIE D'AUDIT DES INTERMÉDIAIRES D'ASSURANCES : CAS DES GRANDES SOCIÉTÉS DE COURTAGE



Les membres du jury et la doctorante, le 25 mai 2016

La doctorante Bouchra MALHOUNI a soutenu le 25 mai 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : « **Proposition de Méthodologie d'Audit des Intermédiaires d'Assurances : Cas des Grandes Sociétés de Courtage** ». La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- M. Abdelouahab LARAKI, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- M. Faouzi BRITEL, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- M. Khalid MOUTASSIR, *Expert-Comptable DPLE, Suffragant*
- M. Rachid BOUMEHRAZ, *Expert-comptable DP, Suffragant*

L'intermédiaire, agent ou courtier, tient une place importante dans la distribution de l'assurance, secteur fortement réglementé et contrôlé du fait de l'importance des masses financières y transitant. Apporteur d'affaires dans un premier temps, le courtier se voit de plus en plus confier des mandats d'encaissement et de gestion des sinistres, ce qui a pour conséquence de complexifier la

gestion des flux financiers transitant en son sein. De ce fait, il doit s'assurer de sa capacité financière à honorer ses engagements, et la comptabilité est la base de suivi idéale. L'absence de normes comptables spécifiques et la multitude des pratiques de comptabilisation rendent difficiles le contrôle des courtiers d'assurance par l'Expert-Comptable.

Cet environnement de contrôle, assez complexe, ne facilite pas le travail de l'Expert-Comptable lors de sa mission d'audit des comptes du courtier d'assurance. Ce guide pratique présente une démarche d'audit, basée sur l'évaluation des contrôles intervenant dans les processus de traitement des opérations de courtage, avec une orientation des travaux substantifs vers les zones de risques et les problématiques d'audit identifiées chez les sociétés de courtage d'assurances. Ce mémoire se propose ainsi d'être un guide pratique permettant d'orienter les travaux l'auditeur sur les spécificités du secteur et de suggérer aux auditeurs ainsi qu'aux professionnels, les « best practices » qui répondent aux problématiques soulevées.

Mots clés : audit, assurance, agent, intermédiaire, courtier, risque, assurance, courtage, pratiques...

>> Soutenance Oussama BENKIRANE

LA ZAKAT DES ENTREPRISES MAROCAINES : PROBLÉMATIQUE DU TRAITEMENT COMPTABLE ET PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS EN VUE D'UNE NORMALISATION



La directrice, les membres du jury et le doctorant, le 14 novembre 2016

Le doctorant Oussama BENKIRANE a soutenu le 14 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**La Zakat des Entreprises Marocaines : Problématique du Traitement Comptable et Proposition de Recommandations en Vue d'une Normalisation**». La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Directeur de l'Ecole Doctorale ISCAE, Président*
- **M. Samir AGOUMI**, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- **M. Monsef BENTAIBI**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- **M. Jamal KHOUMRI**, *Expert-Comptable DPLE, Suffragant*
- **M. El Houssaine HOUSSEFI**, *Expert-comptable DP, Suffragant*

La zakat, troisième pilier de la religion musulmane, a évolué en l'espace de quinze siècles du statut de simple aumône religieuse à celui d'une contribution para fiscale aux recettes importantes. L'absence d'une norme dédiée à la Zakat d'entreprise au Maroc a contribué à une pratique diversifiée et souvent erronée.

Le mémoire a pour vocation la contribution à ouvrir le débat sur la nécessité d'instaurer un référentiel spécifique

à la zakat des entreprises et de proposer cadre normatif pour la mission de détermination de la zakat par l'expert comptable.

Le mémoire essaie de contribuer à cette tâche, en proposant aux professionnels un référentiel pour le calcul de la zakat à partir des états financiers et comptables de l'entreprise, en traitant les différentes rubriques soumises à la zakat et en spécifiant les particularités comptables liées à certains secteurs d'activité économique, ainsi que l'impact des méthodes comptables préconisées par le Code Général de Normalisation Comptable sur la comptabilité de la Zakat.

L'ambition de ce travail est double :

- Proposer à la profession d'expertise comptable des recommandations pour une normalisation de la mission de détermination et de traitement comptable de la zakat.
- Contribuer au développement de nouvelles missions pour les Experts-Comptables dans le cadre de la mise en œuvre de la finance islamique au Maroc.

Le mémoire traite également du champ d'application de la zakat, de ses fondements et de sa méthodologie de calcul au travers de différentes activités. La méthodologie de calcul est présentée en tenant compte des textes juridiques religieux et des avis de jurisprudence musulmane.

>> Soutenance Fadwa BOUHLAL

LE RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE DANS LA MISE EN PLACE D'UN CONTRAT DE FINANCEMENT PARTICIPATIF «MOUDARABA»



La directrice, les membres du jury et la doctorante, le 15 novembre 2016

La doctorante Fadwa BOUHLAL a soutenu le 15 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**le rôle de l'expert comptable dans la mise en place d'un contrat de financement participatif «Moudaraba»**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **Mme Salima BENNANI**, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- **M. Yassine EL MAGUIRI**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- **M. Fawzi BRITEL**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*
- **M. Abdelkrim AAZIBOU**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*

Un système financier participatif s'organise autour de mécanismes, d'institutions et de produits basés sur les principes de la charia. Les acteurs de la finance participative ont une vision différente du partage du

risque et du rendement entre les différentes parties prenantes dans une transaction financière. C'est une finance universelle qui peut être considérée comme un compartiment de la finance éthique car elle se caractérise, avant tout, par une dimension morale et socialement responsable. Elle s'adresse à tous ceux, quelles que soient leurs convictions, qui souhaitent adopter une finance éthique. Parmi les produits qui répondent au mieux aux principes de cette finance, nous trouvons le contrat Moudaraba, dont la structuration de sa mise en place a fait l'objet de ce mémoire, en l'absence d'un cadre réglementaire complet au Maroc. Rappelons que ce contrat permet à l'apporteur de fonds d'investir ses liquidités dans une activité économique réelle et licite sans avoir à participer à sa gestion, et à l'apporteur de projet, de financer son entreprise sans avoir recours à l'emprunt. Néanmoins, ses spécificités rendent son application sur le terrain risquée, pour cela, nous avons proposé aussi des outils de contrôle permettant d'y pallier.

>> Soutenance Youssef BOUABIDI

AMÉNAGEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE ET FISCAL DES SUKUK ET PROPOSITION D'UN CADRE COMPTABLE SPÉCIFIQUE



Le doctorant Youssef BOUABIDI a soutenu le 16 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Aménagement du dispositif juridique et fiscal des Sukuk et proposition d'un cadre comptable spécifique**». La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- M. Monsef BENTAIBI, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- M. Abdou Soulye DIOP, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- M. Abdelaziz ALMECHATT, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*
- M. Inass EL FARISSI, *Professeur à l'ISCAE, Rapporteur*

A l'heure actuelle, la place financière et les opérateurs économiques sont en attente de l'émergence pour la première fois de l'histoire du Maroc, des banques participatives, des assurances Takaful et de l'émission des certificats de Sukuk, en couronnement d'une longue préparation qui aura duré à elle seule cinq ans. Aujourd'hui, les décrets d'application et circulaires d'organisation sont en phase finale d'achèvement. Le Maroc dispose actuellement d'un cadre légal approprié pour l'émission des Sukuk sous réserves de certains ajustements, non bloquants, liés à la réputation des Sukuk marocains notamment en matière de droit de propriété de l'actif sous jacent que représentent

les certificats de Sukuk. Ce mémoire propose certains ajustements d'ordre juridique et réglementaire visant à pérenniser et réussir l'émission des Sukuk.

Malgré les amendements fiscaux introduits au niveau de la loi de finances de l'année 2013 et portant sur la neutralité fiscale de l'émission des titres de titrisation, le cadre fiscal régissant ces opérations de titrisation ne permet pas à l'état actuel de répondre à certaines opérations liées à l'émission des Sukuk soit au niveau de l'établissement initiateur qu'au niveau du FPCT et investisseur. Certains ajustements fiscaux, tels que proposés au niveau de ce présent mémoire, sont vitaux pour réussir le lancement et le développement de ce produit.

Si l'avis précité du CNC a normalisé le traitement comptable de la titrisation des actifs au niveau de l'établissement initiateur, le présent mémoire a proposé le cadre comptable des Sukuk au niveau du FPCT et leurs traitements au niveau de l'investisseur porteur des certificats de Sukuk d'une part. Il a aussi proposé le traitement des Sukuk selon les normes IAS/IFRS d'autre part.

Mots clés : Sukuk, cadre juridique des Sukuk au Maroc, cadre fiscal des Sukuk au Maroc, cadre comptable des Sukuk au Maroc, finance participative, finance islamique, traitement des Sukuk en IAS/IFRS, traitement des Sukuk en AAOIFI, structuration des Sukuk.

>> Soutenance Youssef ZNIBER EL BACH

SOCIÉTÉS AUDIOVISUELLES : PROPOSITION DE NORMALISATION COMPTABLE ET D'APPROCHE D'AUDIT DANS LE TRAITEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES ŒUVRES AUDIOVISUELLES



Les membres du jury et le doctorant, le 16 novembre 2016

Le doctorant Youssef ZNIBER EL BACH a soutenu le 16 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Sociétés audiovisuelles : proposition de normalisation comptable et d'approche d'audit dans le traitement du chiffre d'affaires et des œuvres audiovisuelles**». La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- M. Mohamed HDID, *Expert-Comptable DPLE, Président du jury*
- M. Jamal SAAD EL IDRISI, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- M. Abdou Souleye DIOP, *Expert-comptable DPLE, Suffragants*
- M. Amine BAAKILI, *Expert-comptable DPLE, Suffragants*

Le secteur audiovisuel au Maroc est l'un des secteurs qui ont connu le plus de mutations durant les dernières années avec la libéralisation du secteur et la mise en place d'un cadre réglementaire de la télévision. Par ailleurs, la réglementation comptable relative au secteur reste faible et n'a pas suivi l'évolution de ce

dernier. De même, les instances de réglementation comptable n'ont encore prévu aucun traitement particulier à l'égard des composantes principales des états financiers des sociétés du secteur.

En l'absence d'un traitement comptable clairement recommandé, les sociétés du secteur continuent à pratiquer des méthodes comptables différentes en se référant uniquement au CGNC pour justifier l'utilisation de telle ou telle méthode comptable.

Les spécificités comptables des sociétés audiovisuelles constituent le premier centre d'intérêt de ce sujet de mémoire pour les composantes chiffre d'affaires et œuvres audiovisuelles.

Le deuxième centre d'intérêt de ce sujet est son aspect pragmatique puisqu'il sera destiné à la fois aux professionnels des entreprises audiovisuelles et aux commissaires aux comptes chargés de les auditer. Il donnera aux premiers un cadre de réflexion pour mieux appréhender les particularités des deux composantes traitées et propose aux seconds un guide méthodologique d'audit leur permettant de s'assurer de l'image fidèle de l'information financière publiée.

>> Soutenance Wahiba KARROUH

L'ÉVALUATION DE LA RENTABILITÉ DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES INTERURBAINES DE TRANSPORT TERRESTRE



Les membres du jury et la doctorante, le 16 novembre 2016

La doctorante Wahiba KARROUH a soutenu le 16 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**L'évaluation de la rentabilité des investissements en infrastructures interurbaines de transport terrestre : proposition d'une méthodologie adaptée au Maroc**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Mohamed BOUMESMAR**, *Expert-comptable DPLE, Directeur de mémoire*
- **M. Fawzi BRTEL**, *Expert-comptable DPLE, Président du jury*
- **M. Abdelaziz L MECHATT**, *Expert-comptable DPLE*
- **M. Inass EL FARISSI**, *Professeur au Groupe ISCAE*

Au Maroc, l'évaluation de la rentabilité des investissements en infrastructures de transport n'est pas expressément prévue par des textes législatifs ou réglementaires, à l'instar de ce qui est prévu au niveau de plusieurs pays. Cependant, sa pratique est

bien intégrée dans le processus de planification de ces projets par les décideurs publics.

Avec le développement projeté des infrastructures de transport, les contraintes budgétaires et financières grandissantes et les défis du développement durable, l'Etat doit asseoir sa gouvernance sur des outils objectifs, normalisés et transparents pour garantir la cohérence des décisions prises.

Ce mémoire insiste sur la nécessité de disposer d'une méthodologie normalisée d'évaluation de ces projets et propose des éléments méthodologiques adaptés au cadre marocain qui pourraient contribuer à la réflexion et partant à la construction d'une méthodologie normalisée d'évaluation des projets d'infrastructures de transport au Maroc tenant compte des spécificités d'évaluation de la rentabilité de ces projets en tant qu'investissements publics qui appellent deux niveaux d'analyse : financière et socio-économique, à enjeux différents mais essentiels et complémentaires pour permettre la réalisation de tels projets.

>> Soutenance Issoufou TIDJANI ISSAGANA

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN, ÉLÉMENTS INDISPENSABLES À L'OBTENTION D'UNE IMAGE FIDÈLE



Les membres du jury et le doctorant, le 16 novembre 2016

Le doctorant Issoufou TIDJANI ISSAGANA a soutenu le 16 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Les Engagements Hors Bilan, Éléments Indispensables à l'Obtention d'une Image Fidèle**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **Mme Sophia GUESSOUS**, Présidente du jury, Expert-Comptable DPLE
- **M. Khalid EL KAMMOURI**, Directeur de recherche, Expert-Comptable DPLE
- **M. Mohamed HDID**, Suffragant, Expert-Comptable DPLE
- **M. Inass EL FARISSI**, Suffragant, Professeur à L'ISCAE

La complexité croissante de l'environnement et la difficulté de la conjoncture économique obligent les décideurs à rechercher des informations de plus en plus précises sur les entreprises.

Le plus souvent, la comptabilité et les états de synthèse, qui en sont la résultante et acceptés comme reflet de la situation de toutes les opérations de l'entreprise, se prêtent à cette fonction.

Cependant, si à travers les provisions, la comptabilité prend en compte les risques, les engagements du fait de leur caractère éventuel n'y trouvent pas de traduction. Pourtant s'ils viennent à se réaliser, ces engagements

impacteraient sérieusement la situation financière de l'entreprise et parfois même, remettraient en cause la continuité de l'exploitation.

Il s'avère donc indispensable à l'Expert-Comptable et conseiller de l'entreprise, pour mener à bien cette mission, de maîtriser les contours de cette notion

Le présent mémoire aborde dans sa première partie les notions telles que la classification des engagements hors bilan, les textes juridiques les réglementant et leur présentation en comptabilité. Il offre ainsi aux professionnels l'arsenal théorique nécessaire pour mieux traiter cette notion.

En tant que principal conseiller de l'entreprise, l'Expert-Comptable peut être amené à mettre en place chez ses clients des procédures de contrôle interne relatives aux engagements. La deuxième partie du mémoire, lui offre les outils et étapes de collecte et d'analyse de l'information liée aux engagements hors bilan devant lui permettre d'implémenter une procédure de contrôle interne.

Quant au réviseur et particulièrement dans le cadre de sa mission légale, la réglementation le conduit à approfondir ses contrôles en matière d'engagements. La dernière partie du mémoire lui sera alors d'une grande utilité. Il y a été étudiée et présentée une démarche d'audit tenant compte des spécificités liées aux engagements hors bilan incluant des questionnaires détaillés à cet effet.

>> Soutenance El-Habib MACHHOURI

LE DÉMEMBREMENT DES TITRES SOCIAUX : PROPOSITION D'UNE MÉTHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DES TRANSMISSIONS D'ENTREPRISES



La directrice, les membres du jury et le doctorant, le 17 novembre 2016

Le doctorant El-Habib MACHHOURI a soutenu le 17 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Le démembrement des titres sociaux : proposition d'une méthodologie de mise en œuvre dans le cadre des transmissions d'entreprises**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Mohamed Khalid BENOTMANE**, *Expert comptable DPLE, Président*
- **Mme Sophia GUESSOUS**, *Expert comptable DPLE, Directeur de Recherche*
- **M. Abdelaziz ALMECHATT**, *Expert comptable DPLE*
- **M. Ahmed ASLOUN**, *Professeur à l'ISCAE*

Le démembrement de propriété est une technique juridique, trouvant ses origines dans le droit romain à la fin du Haut Empire, qui consiste à procéder à une ventilation des droits découlant de la pleine propriété, que sont le droit de jouissance (usufruit) et le droit de disposition (nue-propriété).

A travers les différents schémas de démembrement de propriété exposés, ce mémoire démontre que les

apports de cette technique sont indéniables en matière de transmission successorale anticipée, d'optimisation de l'épargne et de la trésorerie des entreprises et en matière d'optimisation fiscale.

Lorsque le démembrement de propriété porte sur des titres sociaux, son attractivité dans le cadre des transmissions des entreprises est renforcée davantage en raison notamment de la flexibilité qu'offre le droit des sociétés.

Toutefois, la mise en œuvre de ce mécanisme juridique se heurte à des risques juridiques et à des difficultés comptables et fiscales, auxquels les professionnels devraient trouver des réponses.

Les solutions que propose ce mémoire permettraient à l'Expert-Comptable, en sa qualité de partenaire privilégié pour conseiller et accompagner les transmissions d'entreprise, de disposer d'outils pratiques pour l'usage de cette technique et de mener une réflexion pour l'initiation d'un cadre comptable et fiscal propre au démembrement de propriété des titres sociaux.

Mots clés : Démembrement de propriété, titres sociaux, transmission d'entreprises.

>> Soutenance Youssef TIWIT EL IDRISI

LA LOCATION DES TITRES SOCIAUX : ÉTUDE DES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES RISQUES ENCOURUS PAR LES PARTIES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS



Les membres du jury et le doctorant, le 17 novembre 2016

Le doctorant Youssef TIWIT EL IDRISI a soutenu le 17 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**La Location des Titres Sociaux : Etude des Conditions de Mise en œuvre des risques Encourus par les Parties et Proposition de Solutions**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Mohamed BOUMESMAR**, *Expert-Comptable DPLE, Président*
- **M. Nawfal AMAR**, *Expert-Comptable DPLE – Directeur de Recherche*
- **M. Mohamed BARGACHE**, *Expert-Comptable DPLE Rapporteur*
- **M. Ahmed ASLOUN**, *Professeur à l'ISCAE – Rapporteur*

Par la transmission de la seule jouissance des titres sociaux d'une société à un tiers agréé, le bail va se distinguer des autres techniques juridiques ayant pour objectif la transmission des entreprises. La location d'actions ou de parts sociales permet ainsi à un candidat repreneur de droits sociaux de bénéficier d'une période d'essai avant, le cas échéant, de se porter acquéreur

et confirmer son intention de participer au capital social d'une société. Pendant la période de bail, le preneur pourra bénéficier des prérogatives dévolues en temps normal au bailleur-associé et participer ainsi activement à la vie sociale et économique de la société cible. En outre, les risques découlant d'une telle opération, prévue contractuellement, ne remettraient aucunement en cause l'opportunité de la conclusion d'un contrat de bail contenant des clauses pouvant prémunir les parties en cas de litige. En effet, Le dispositif présente des opportunités intéressantes de mise en application, sous réserve des aménagements contractuels nécessaires pour préserver la sécurité juridique du contrat. L'intervention du professionnel Expert-Comptable, conseiller incontournable de l'entreprise, est nécessaire compte tenu des incertitudes juridiques, fiscales et comptables qui pourraient être rencontrées par les parties. En fin, l'institution d'un régime spécifique et incitatif sur le plan juridique, fiscal et comptable est salubre permettant de diminuer la méfiance des acteurs économiques.

Mots clés : Jouissance, titres sociaux, location, transmission, preneur, bailleur

>> Soutenance Mohammed Hatim FATHI

ANALYSE DE LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU PAQUET CONSOLIDATION (IFRS10, IFRS11, ET IFRS12) ET PROPOSITION D'UNE DÉMARCHE D'AUDIT



Les membres du jury et le doctorant, le 21 novembre 2016

Le doctorant Mohammed Hatim FATHI a soutenu le 21 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Le périmètre de consolidation dans le nouveau paquet consolidation (IAS 28, IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12) : Analyse et démarche d'audit**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. M.Issam EL MAGUIRI**, *Expert-Comptable DPLE - Président*
- **M. Faical MEKOUAR**, *Expert-Comptable DPLE - Directeur de recherche*
- **M. M'hammed EL HAMZA**, *Expert-Comptable DPLE Rapporteur*
- **M. Bachir SEDEGUI**, *Expert-Comptable DPLE - Rapporteur*

Sous la pression du conseil de la stabilité financière et du G20, et après les sévères critiques que les professionnels lui ont adressées, l'IASB a connu une activité intense avant l'aboutissement du projet de réforme des normes comptables internationales traitant de la consolidation.

La survenance de la dernière crise financière a mis en évidence de nouvelles pratiques financières qui entachent la fiabilité des comptes consolidés. Les actifs et passifs «toxiques» des groupes étaient transférés à des véhicules non consolidés et les dettes en difficulté étaient vendues à des entités structurées. Cette situation n'était que le résultat des incohérences et contradictions des anciennes normes internationales sur la consolidation. Suite à ces

insuffisances, l'IASB a depuis plusieurs années fait connaître son intention d'abandonner les normes et interprétations IAS 27, IAS 31, SIC 12 et SIC 13.

Le nouveau « paquet consolidation » qui contient les trois normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 est en réalité une réponse aux constatations faites de l'usage abusif du hors bilan, de l'incohérence des fondements théoriques de l'IAS 27 et de la SIC 12 et de la prépondérance de la forme dans la comptabilisation des partenariats.

Si l'application des normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 nécessitent le respect d'une démarche précise, l'audit des comptes consolidés devrait à son tour être mené de façon à répondre au niveau de risque que l'application de ces normes présente. L'auditeur des comptes consolidés en normes IFRS doit avoir une bonne connaissance des nouvelles normes et des changements introduits afin d'adapter ses travaux aux nouvelles exigences normatives dans le respect de la méthodologie d'audit conventionnelle.

L'objectif dans ce mémoire est de proposer une démarche d'audit du périmètre de consolidation adaptée aux nouvelles dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Son ambition est de doter l'auditeur des comptes consolidés d'outils pratiques lui permettant d'intervenir efficacement en déroulant les contrôles appropriés adaptés aux risques identifiés.

Mots clés : Périmètre de consolidation, audit, comptes consolidés, IFRS10, IFRS11, IFRS12

>> Soutenance Amine HASSANAIN

MISE EN ÉVIDENCE DES PARTICULARITÉS ET TRAITEMENTS COMPTABLES DES OPÉRATIONS PROPRES AUX CLUBS DE FOOT-BALL AU MAROC



Les membres du jury et le doctorant, le 22 novembre 2016

Le doctorant Amine HASSANAIN a soutenu le 22 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Mise en évidence des particularités et traitements comptables des opérations propres aux clubs de football au Maroc**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Larbi EL AOUFIR**, *Expert-Comptable DPLE - Président*
- **M. Abdelaziz ALMECHATT**, *Expert-Comptable DPLE - Directeur de Recherche*
- **M. Faouzi BRITEL**, *Expert-Comptable DPLE - Rapporteur*
- **M. Karim CHARAF**, *Professeur à l'ISCAE - Rapporteur*

Au Maroc, il est fort de constater ces dernières années le développement important des budgets des principaux clubs nationaux. Par conséquent, les transactions financières opérées par ces derniers prennent de plus en plus d'ampleur à l'image des contrats de sponsoring et des indemnités de transfert des joueurs atteignant des millions de dirhams. Ceci

dit, les clubs devront faire preuve de plus de vigilance et rigueur lors de la traduction comptable desdites transactions afin de refléter une image fidèle du résultat des opérations réalisées, de la situation financière et du patrimoine du club. Avec la promulgation de la loi n°30-09 relative à l'éducation physique et aux sports en 2010, le passage à un championnat professionnel en 2011/2012, la mise en place par la Fédération Royale Marocaine de Football (FRAF) d'un règlement sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs du championnat professionnel ainsi qu'une ligue nationale de football professionnel «LNFP» en 2015, le chantier de la professionnalisation du football marocain devrait couvrir également l'aspect comptable et financier des clubs en améliorant la qualité de l'information financière présentée. De ce qui précède, il s'avère important de mettre en évidence les particularités et traitements comptables des opérations propres aux clubs de football afin de pallier l'absence d'un cadre comptable de référence traitant les spécificités des clubs de football au niveau du plan comptable général marocain.

Mots clés : Football, société sportive, indemnités de transfert de joueurs, prime de signature

>> Soutenance Chafika SABRI

LIMITES DE LA FISCALITÉ AGRICOLE ET PROPOSITION D'UN CADRE DE RÉFORME



Les membres du jury et la doctorante, le 22 novembre 2016

Le doctorant Chafika SABRI a soutenu le 22 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Limites de la Fiscalité Agricole et Proposition d'un Cadre de Réforme**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Aziz EI KHATTABI**, Expert-Comptable DPLE - Président
- **M. Fawzi BRITEL**, Expert-Comptable DPLE - Directeur de Recherche
- **M. Abdelkrim HAMD**, Expert-Comptable DPLE - Rapporteur
- **M. Naoufel BENSOU**, Expert-Comptable DPLE - Rapporteur

L'avènement de la fiscalisation du secteur agricole, secteur à fort particularisme, a remis en cause le dispositif fiscal actuel qui ne permet pas d'appréhender les spécificités de l'activité agricole notamment la variabilité accrue des revenus agricoles. Concernant le volet comptable, le CNC a mis en place un plan comptable agricole. Toutefois, ce recueil ne peut suffire pour répondre à la problématique de valorisation des productions agricole et arboricole vu la diversité des

filières agricoles. A la lumière de deux études comparées des dispositifs fiscaux au niveau international, nous avons pu identifier et proposer des pratiques fiscales recommandables pour le Maroc, à court, moyen et long terme, en matière de TVA, de dépréciation des actifs agricoles, de régime d'imposition de revenus agricoles, de traitement des plus-values et de choix de date de clôture pour une meilleure optimisation des résultats de la firme. Ceci étant exposé, le seuil d'exonération prévu pour les exploitations agricoles devrait être revu à la baisse suite à la mise en place du plan comptable agricole, afin d'élargir l'assiette fiscale mais aussi dans un souci de justice et d'équité sociale. En second lieu, le législateur marocain est appelé à accélérer le processus de réforme de la fiscalité agricole à l'effet de rattraper le retard causé par la défiscalisation du secteur et, par voie de conséquence, faire évoluer la doctrine administrative ainsi que la jurisprudence afférente à cette discipline. Enfin, vu la spécificité de l'activité agricole, l'Ordre des Experts-Comptables est tenu de proposer des séances de formation permettant aux Experts-Comptables intéressés par cette part de marché d'être suffisamment outillés pour répondre aux attentes des exploitants.

>> Soutenance Sofia BENNIS

PROBLÉMATIQUE DE LA VALORISATION D'UNE CIBLE DANS LE CADRE D'UNE MISSION DE DUE DILIGENCE FINANCIÈRE : ASPECTS «RÉSULTAT NORMATIF» ET «DETTE FINANCIÈRE»



Les membres du jury et la doctorante, le 19 novembre 2016

Le doctorant Sofia BENNIS a soutenu le 19 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Problématiques de valorisation d'une cible dans le cadre d'une mission de due diligence financière : aspects «résultat normatif» et «dette financière»**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Rachid M'RABET**, *Professeur de l'Enseignement Supérieur, Directeur du Cycle Doctoral – Président*
- **M. Abdelaziz AL MECHATT**, *Expert-Comptable DPLE - Directeur de Recherche*
- **M. Samir AGOUMI**, *Expert-Comptable DPLE - Rapporteur*
- **M. Mohamed Khalid BENOTMANE**, *Expert-Comptable DPLE- Rapporteur*

Le marché des fusions-acquisitions a connu une forte progression sur les périodes récentes, soutenu par des opérations d'envergure, mais aussi par des rapprochements d'entreprises de taille plus limitée, reflétant l'intérêt porté par les différents acteurs économiques aux opérations de croissance externe.

Dans un environnement transactionnel en croissance et de plus en plus complexe, de nombreux métiers se sont développés autour des transactions, visant à assister

les parties prenantes dans les différentes phases du processus de cession/ acquisition.

Le monde des transactions recèle ainsi des opportunités certaines pour l'Expert-Comptable à travers une large palette de services qui s'offrent à lui. Celui-ci est en effet idéalement placé afin de réaliser des missions de due diligence, compte tenu des compétences pluridisciplinaires dont il dispose, lui conférant la légitimité pour analyser les différents risques d'une opération d'acquisition (risque financier, fiscal, social, juridique, etc.). Celui-ci intervient notamment sur les aspects financiers de la transaction, à travers sa mission de due diligence financière.

En effet, les parties prenantes d'une transaction devront notamment trouver un accord autour du prix de la cible, et se mettre ainsi d'accord sur les paramètres de la valorisation que sont (i) la valeur d'entreprise (basée sur l'agrégat nommé «d'EBITDA », et (ii) l'endettement financier de la cible (venant en diminution de la valeur d'entreprise pour atteindre le prix).

L'intervention de l'Expert-Comptable se révèle ainsi souvent clé pour les parties, car ce professionnel des chiffres, à travers son diagnostic financier, assistera les parties pour la définition et l'ajustement de ces agrégats, et leur apportera ainsi le confort nécessaire sur la fiabilité des chiffres.

Mots clés : Due diligence, fusions-acquisitions, résultat normatif, dette nette.

>> Soutenance Kabirou Souleymane ALI SALE

SPÉCIFICITÉS COMPTABLES ET FISCALES DES AGENCES DE BASSIN HYDRAULIQUE : PROPOSITION DE TRAITEMENTS COMPTABLES SPÉCIFIQUES ET CLARIFICATION DU STATUT FISCAL



Les membres du jury et le doctorant, le 29 novembre 2016

Le doctorant Kabirou Souleymane ALI SALE a soutenu le 29 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Spécificités comptables et fiscales des agences de bassin hydraulique : proposition de traitements comptables spécifiques et clarification du statut fiscal**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Abdellatif ZARKAL**, *Expert-Comptable DPLE, Directeur de recherche*
- **M. Abdellatif EL QUORTOBI**, *Expert-Comptable DPLE, Président du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables*
- **M. Mohamed BOUMESMAR**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*
- **M. Mohamed HDID**, *Expert-Comptable DPLE, Rapporteur*

Les Agences de Bassin Hydraulique (ABH), en tant qu'établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, sont soumises à l'obligation

de tenue des comptes conformément au CGNC. La mise en place de la comptabilité financière devrait permettre aux gestionnaires des ABH et aux lecteurs des états de synthèse de connaître le patrimoine, le résultat de l'activité ainsi que leur performance économique et financière. Le modèle d'analyse des ABH doit permettre de traduire fidèlement les opérations de celles-ci et de fournir une information pertinente et fiable. Par son aspect général, le CGNC ne répond pas aux spécificités comptables et particularités des opérations des ABH. Par ailleurs, la fiscalité des ABH est à ce jour ambiguë. D'une part l'administration fiscale considère les ABH comme hors champ de tout impôt. Le mémoire aborde des spécificités comptables et fiscales des ABH afin de proposer des axes de normalisation et propose un essai de clarification de leur statut fiscal.

Mots clés : ABH, CGNC, IPSAS, EPIC, EPA, recueils des normes françaises, directives françaises, domaine public hydraulique.

>> Soutenance Abderrahim AJARAM

LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DES HYDROCARBURES AU MAROC : PROPOSITION DE NORMALISATION COMPTABLE ET D'APPROCHE D'AUDIT ADAPTÉE



Les membres du jury et le doctorant, le 30 novembre 2016

Le doctorant Abderrahim AJARAM a soutenu le 29 novembre 2016 sa thèse pour l'obtention du diplôme national d'Expert-Comptable sous le thème : «**Les activités de recherche et de développement dans les entreprises d'hydrocarbures : proposition d'une normalisation comptable et d'une approche d'audit adaptée**».

La soutenance s'est déroulée devant un jury composé de :

- **M. Abdelouahab LARAKI**, Expert-Comptable DPLE - Président
- **M. M. Mohamed HDID**, Expert-Comptable DPLE - Directeur de Recherche,
- **M. Mohamed BARGACHE**, Expert-Comptable DPLE - Rapporteur
- **M. Miloud STOTI**, Expert-Comptable DPLE - Rapporteur

L'absence d'un référentiel comptable spécifique aux activités de recherche et de développement des hydrocarbures complique les missions de l'Expert-Comptable aussi bien en matière d'assistance et d'établissement des états de synthèse qu'en matière d'audit et de commissariat aux comptes.

En effet, cette absence laisse un large champ à la subjectivité en matière de comptabilisation des dépenses d'exploration et de développement engagées par les entités pétro-gazières. Il en découle inévitablement une hétérogénéité des traitements comptables et, par conséquent, une difficulté éminente de la comparabilité des données financières communiquées par les lesdites entités.

C'est dans ce cadre que notre mémoire propose des normes de comptabilisation desdites dépenses aussi bien au niveau de leur activation en actif immobilisé qu'au niveau de leur amortissement et dépréciation à l'arrêté des comptes.

De plus, notre mémoire propose une démarche d'audit pratique ayant pour objectif de permettre à l'auditeur ou au commissaire aux comptes de veiller au respect du dispositif de la normalisation comptable proposé et ce, compte tenu de son rôle de garant de l'image fidèle des états de synthèse et de la fiabilité de l'information financière communiquée aux actionnaires et aux tiers.

Mots clés : Etats de synthèse, Dépenses d'exploration et de développement, Normalisation comptable, Image fidèle, Information financière.

>> Liste des mémoires soutenues (1996-2016)

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
1	Rachid SEDDIK SEGHIR	L'Audit Fiscal des Sociétés dans le Contexte Marocain : Aspects Méthodologiques et Pratiques Directeur de Recherche : M. Abdelkrim HAMD	30/05/1996
2	Mohamed HDID	Les Opérateurs Étrangers Face à la Fiscalité Marocaine. Directeur de recherche : M. Abderrahman SAAIDI	11/11/1996
3	Mohamed BOUMESMAR	L'Audit Externe de l'Entreprise Publique au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	21/11/1996
4	Amina FIGUIGUI	Le Commissariat aux Comptes des Coopératives à l'Heure des Réformes Juridiques. Directeur de recherche : M. Ahmed MAAROUI	25/11/1996
5	Mohamed Khalid BENOTMANE	Le Commissariat aux Comptes dans l'entreprise Marocaine Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	28/11/1996
6	Abdellatif ZARKAL	L'Audit d'Acquisition Démarche Méthodologique et Rôle de l'Expert-Comptable : Cas d'une P.M.E . Directeur de recherche : M. Karim CHERIF ALAMI	29/11/1997
7	Abderrafi ELMAATAOUI	Engagements de Retraite Interne : Normalisation Comptable au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	13/11/1998
8	Ahmed NADIF	Les particularités de l'audit des provisions techniques pour sinistres à payer dans une compagnie d'assurances de dommages au Maroc. Directeur de recherche : M. Mostapha DAOUDI	23/11/1998
9	Hassan Hakim BENJELLOUN	L'Expert-Comptable face aux OPCVM : Approche des lacunes juridiques et fiscales présentées par ce nouveau marché. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	30/11/1998
10	Charif Essolh ZAIDOUN	L'Audit des organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Directeur de recherche : M. Samir AGOUMI	25/05/1999
11	Abdellatif EL QUORTOBI	La Problématique des fusions des sociétés au Maroc : Difficultés juridiques et pratiques. Directeur de recherche : M. Abdelwaret KABBAJ	27/05/1999
12	Hassan ABOUNAIM	Pratique de l'audit fiscal en milieu financier : Cas des établissements de crédit et des sociétés d'assurances. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	23/11/1999
13	Mohamed KESRAOUI	L'Optimisation des choix juridiques, fiscaux et financiers dans l'acquisition de PME au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	29/11/1999
14	Abdenbi BEN CHERIF	La Concession de service public dans l'environnement Marocain. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMD	29/11/1999
15	Ilham Loubna LAHLOU	Evaluation du risque du crédit en milieu Bancaire. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	30/11/1999
16	Hassan DARBANE	Analyse des structures financières des entreprises : Elaboration d'un guide de diagnostic financier. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	30/11/1999
17	Khalid MOUNTASSIR	Les Provisions techniques des compagnies d'assurances : Réflexion sur une approche d'audit sectoriel. Directeur de recherche : M. Abdelaziz BIDA	18/05/2000

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
18	Said BELGHALI	Responsabilités de l'Expert-Comptable et stratégie de maîtrise des risques dans le petit et moyen cabinet d'Expertise-Comptable : Cas des missions de Commissariat aux Comptes et de supervision comptable. Directeur de recherche : M. Tijani ZAHIRI	16/11/2000
19	Jamal KHOUMRI	Conception et mise en place d'un système de comptabilité analytique adapté à l'activité de promotion immobilière : Cas des organismes sous-tutelle (ost). Directeur de recherche : M. Mohamed ABDELADIM	27/11/2000
20	Laila EL ANDALOUSSI	Les Missions de l'Expert-Comptable : perspective d'évolution dans un environnement en mutation. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	29/11/2000
21	Abdou SOULEYE DIOP	La Transformation d'un établissement public en société anonyme : Intérêt, problématique et démarche. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	18/05/2001
22	Asmaa RESMOUKI EL AMRANI	Rôle de l'Expert-Comptable dans la limitation et l'appréciation du risque douanier inhérent aux opérations effectuées par les entreprises en admission temporaire. Directeur de recherche : M. Abdelwaret KABBAJ	22/05/2001
23	Abderrahmane FOUDALI	Assistance de l'Expert-Comptable au chef de l'entreprise dans les différentes phases de traitement des difficultés. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	25/05/2001
24	Rachid BOUBAKRY	Le Plan comptable général des collectivités locales au Maroc. Directeur de recherche : M. Ahmed BENABDELKHALEK	31/05/2001
25	Adib BENBRAHIM	La Comptabilisation du contrat de leasing au Maroc : d'une approche juridique vers une approche économique. Directeur de recherche : M. Abdelaziz TALBI	14/11/2001
26	Hicham CHERKAOU	Le Commissaire aux Comptes face aux risques, difficultés et responsabilités liés à l'audit des stocks d'une cimenterie. Directeur de recherche : M. Med HADDOU BOUAZZA	15/11/2001
27	Azeddine HADDOU	Le Commissaire aux Comptes face à la fraude dans les entreprises marocaines de petite et moyenne taille. Directeur de recherche : M. Mohamed KABBAJ	22/11/2001
28	Yahya ABDELLAOUI ANDALOUSSI	Le Secteur minier Marocain : Diagnostic, particularités et rôle de l'Expert-Comptable dans la normalisation comptable des sociétés minières. Directeur de recherche : M. Abdelaziz BIDAHA	27/11/2001
29	Najwa BOUDHAR	Événements postérieurs à la clôture des comptes : normes et pratiques comptables, juridiques et de contrôle. Directeur de recherche : M. Abdelaziz BIDAHA	28/11/2001
30	Redouane SEBBAR	Les Retraitements des comptes sociaux suivant les normes internationales, IASC ET USGAAP. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	29/11/2001
31	Younes Amine BENABDALLAH	L'Exercice par une association d'activités lucratives : Aspects juridiques, comptables et fiscaux. Directeur de recherche : M. Larbi EL OUFIR	28/05/2002
32	M'Hammed EL HAMZA	L'Expert-Comptable face au risque de la fraude : modalités de prévention pour l'entreprise et démarche d'audit externe de la fraude. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	30/05/2002
33	Fatima ERRADI	Problématique juridique et fiscale des conventions réglementées et démarche d'audit. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	12/11/2002

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
34	Issam EL MAGUIRI	Le Commissariat aux apports et l'intervention du Commissaire aux Comptes dans les opérations de fusions : méthodologie d'approche et difficultés pratiques. Directeur de recherche : M. Fouad AKESBI	15/11/2002
35	Abdelmejid FAIZ	L'Appréciation par le Commissaire aux Comptes des risques juridiques et fiscaux liés aux opérations Intra-groupe : Essai de comparaison entre le Maroc et la France. Directeur de recherche : M. Hamad JOUAHRI	22/11/2002
36	Aziz EL KHATTABI	Contrat à terme aspects juridique, fiscal et comptable : proposition d'une démarche d'audit. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	26/11/2002
37	Bouchra ABOUJAH	La Procédure de règlement amiable dans la prévention des difficultés de l'entreprise : méthodologie à mettre en oeuvre par l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed EL KHALIFA	28/11/2002
38	Omar SEKKAT	Le Rôle de l'Expert-Comptable face aux risques de sécurité micro-informatique dans les PME : Proposition d'une démarche d'audit. Directeur de recherche : M. Mohamed EL MOUEFFAK	29/11/2002
39	Mohamed Samir BENNIS	Certification d'un cabinet d'Expertise-Comptable en tant qu'entreprise de service selon la norme ISO 9001. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	16/05/2003
40	Hamid ERRIDA	Le Commissariat aux Comptes face aux risques de détournements et de falsification des comptes. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	19/05/2003
41	El Houssaine HOUSSEFI	L'Expert-Comptable et la franchise : Analyse des risques spécifiques pour le franchise. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMD	20/05/2003
42	Naoufel Mohamed BENSOUA	La Démarque inconnue au sein d'une grande surface de vente : Impacts et méthodes de contrôle. Directeur de recherche : M. Fouad LAHGAZI	21/05/2003
43	Mouna MALAMANE	Conception et mise en place d'une démarche qualité dans les cabinets d'Expertise-Comptable au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelkader BOUKHRISS	22/05/2003
44	Mounir MOUTAOUAKIL	Secteur de la distribution du Gaz de pétrole liquéfié (GPL) : Proposition de normalisation comptable & D'approche d'audit financier spécifique au secteur. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	23/05/2003
45	Abderrahman SALHI	Le Secteur du micro-crédit au Maroc : diagnostic, particularités comptables et spécificités d'audit externe. Directeur de recherche : M. Aziz BIDA	26/05/2003
46	Youssef AIT IHYA	L'Expert-Comptable face aux risques d'audit des sociétés d'assurance de dommages au Maroc. Directeur de recherche : Mohamed HDID	27/05/2003
47	Najwa ZIANI	Audit du résultat technique non-vie d'une compagnie d'assurance : Proposition d'un modèle de revue analytique. Directeur de recherche : M. Mostafa DAOUDI	29/05/2003
48	Bouchaib NADIF	Audit comptable et financier dans le milieu associatif gage de la transparence financière. Directeur de recherche : M. Mohamed EL KHALIFA	30/05/2003
49	Sophia GUESSOUS	Mesures d'Adaptation de la fiscalité marocaine à la pratique du commerce électronique. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	12/11/2003

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
50	Salah AISSE	Contribution à l'élaboration d'un cadre juridique, fiscal, comptable et d'accompagnement spécifique au capital risque au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	13/11/2003
51	Mohamed ZEMRANI	Normalisation comptable et spécificités des établissements publics à caractère administratif : cas des offices régionaux de mise en valeur agricole « ORMVA ». Directeur de recherche : M. Abdelaziz TALBI	14/11/2003
52	Leila FALAKI	Révision dans un environnement informatisé : Proposition d'une norme d'audit pour le Commissariat aux Comptes. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	17/11/2003
53	Laila IDRIS ZROURI	Etablissements et contrôle des Etats intermédiaires : Recensement des difficultés et d'élaboration et proposition de recommandations. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	19/11/2003
54	Nawfal AMAR	Les Stocks-options : Particularités juridiques, fiscales et comptables. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	20/11/2003
55	Hicham IMMEL	Stratégies de libéralisations et de démonopolisation au Maroc : Construction juridique et fiscale. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	24/11/2003
56	Abdelkrim AAZIBOU	Système de calcul des coûts de revient et des résultats analytiques des opérateurs de télécommunications au Maroc : Présentation et démarche de révision : cas de l'opérateur historique Marocain. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	18/05/2004
57	Bachir SEDEGUI	Le Manuel d'organisation comptable outil de gestion et de contrôle : Rôle de l'Expert-Comptable dans sa conception et sa mise en place. Directeur de recherche : M. Abdelhak KHARBOUCH	20/05/2004
58	Hamid ATIDE	Gestion des risques bancaires : Diagnostic et difficultés de mise en œuvre : Quels enjeux pour le Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	24/05/2004
59	Tarik ROUISSAM	L'Expert-Comptable et le secteur des télécommunications au Maroc : Difficultés comptables et spécificités d'audit. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	25/05/2004
60	Redouane ROUISSAM	Le Plan comptable des assurances : Examen des insuffisances par rapport aux spécificités du secteur et propositions d'amélioration. Abdelaziz AL MECHATT	26/05/2004
61	Khalid FALHAOUI	Missions particulières du CAC liées aux opérations sur le capital social : cadre légal et normalisé - méthodologie d'audit. Directeur de recherche : M. Jaouad CHBANI IDRISSE	27/05/2004
62	Boubkar HANINE	Les Régies communales de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement : Analyse des particularités comptables et des spécificités d'audit. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	28/05/2004
63	Naoual OUIFAK	Le Commissariat aux Comptes en milieu financier : cas des sociétés de bourse. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	31/05/2004
64	Hammou LAAFOU	Le Contrôle fiscal au Maroc : cadre légal et rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : Mohamed HDID	23/11/2004
65	Mehdi EL ATTAR	Concessions de service public : Proposition d'une normalisation comptable du traitement des immobilisations du domaine concédé : Illustration au service de distribution d'eau potable. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	24/11/2004

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
66	Jalal KHAYATEI HOUSAINI	Retraitements et audit de la comptabilité d'une société industrielle Marocaine selon les normes US GAAP. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	25/11/2004
67	Nabil BELAHSEN	Les Nouvelles technologies de l'information et de communication (N.T.I.C.) : Un levier au service de l'évolution et de la performance des cabinets d'Expertise-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	26/11/2004
68	Youssef HAKAM	Réflexion sur la stratégie d'audit financier à la lumière des nouvelles méthodologies. Directeur de recherche : Khalid MOUNTASSIR	29/11/2004
69	Mostapha BENHOUMMANE	Réglementation des marchés publics : Diagnostic et proposition d'une démarche d'audit. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	30/11/2004
70	Adnane LOUKILI	Incidence de la présence d'une site de commerce électronique sur la mission d'audit. Directeur de recherche : M. Aziz BIDAHA	23/05/2005
71	Redouane NASSER	Contribution de l'Expert-Comptable à la réduction du délai de production des états financiers dans les PME. Directeur de recherche : M. Abdelhak KHARBOUCH	25/05/2005
72	Abderrahim KARIMI	La Recette commerciale passage d'une compagnie de transport aérien : particularités comptables, fiscales de contrôle interne et proposition d'une approche d'audit. Directeur de recherche : M. Mustapha ASMOUN	25/05/2005
73	Zahira BOUAOUA	Processus d'élaboration des comptes consolidés : proposition d'une démarche pratique pour la mise en place du système de consolidation dans les groupes Marocains. Directeur de recherche : M. Mostafa FRAIHA	27/05/2005
74	Fakhreddine ALALI	Vers la transformation des associations sportives au Maroc en sociétés - Enjeux économiques et esquisse d'un guide de transformation : cas des clubs de football. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	27/05/2005
75	Rachid BIDIAGH	L'Expert-Comptable face à la notion du bénéfice distribuable. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	30/05/2005
76	Fadoua MOUTAOUAKIL	La Gestion du renouvellement des immobilisations dans le cadre des entreprises concessionnaires des services publics. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	31/05/2005
77	Nawal KHOUCHAF	L'Auditeur externe et les risques d'atteinte à l'indépendance : proposition d'un cadre global pour la profession et d'une démarche pratique dans le cas des prestations de services non liés à l'audit. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	31/05/2005
78	My Driss MRINI DOUNIA	La Gestion des emballages récupérables dans l'activité des boissons : aspects organisationnels, comptables et fiscaux. Directeur de recherche : M. Abdelwaret KABBAJ	15/11/2005
79	Ba-Sidi M'HAMDI ALAOUI	L'Expert-Comptable face à l'abus de biens sociaux : notion pénale – devoir de conseil - secret professionnel – responsabilités. Directeur de recherche : M. Larbi EL AOUFIR	21/11/2005
80	Bouchta EL FADEL	Le Patrimoine immobilier professionnel d'une PME : choix juridiques et contraintes fiscales. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMDJ	21/11/2005
81	Naima FAKIR	Le Contrat de gérance libre : conditions de mise en oeuvre et risques liés. Directeur de recherche : M. Fouad BIAZ	23/11/2005

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
82	MANAR FADRIQ	Le Secteur du bâtiment et travaux publics au Maroc : proposition d'adaptation de la démarche d'audit aux spécificités comptables et fiscales du secteur. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	23/11/2005
83	Kawtar SEBARI	Refonte des normes comptables Marocaines relatives aux amortissements, provisions et dépréciations d'actif : proposition d'un projet des normes pour l'établissement des comptes individuels. Directeur de recherche : M. Med Khalid BENOTMANE	24/11/2005
84	Hamid TAOUFIK	Titrisation des créances hypothécaires : cadre légal et comptable et proposition d'une méthodologie d'audit d'un FPCT. Directeur de recherche : M. Abdelhak KHARBOUCH	24/11/2005
85	Najat MOUGHIL	L'Amélioration de la qualité de l'information financière des sociétés cotées au Maroc. Directeur de recherche : M. Aziz BIDAHA	25/11/2005
86	AMINE BAAKILI	La Comptabilité Marocaine et la normalisation comptable internationale : enjeux et rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	25/11/2005
87	Ahmed CHAHBI	La Détection des entreprises en difficulté : proposition d'une démarche de diagnostic et d'analyse financière à l'usage du Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Rachid SEDDIK SEGHIR	28/11/2005
88	Omar ISSADIK	Consolidation des états financiers au Maroc : Difficultés opérationnelles et démarche de mise en place au sein d'un groupe. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	28/11/2005
89	Lyna SEBTI AICHA	Démarche d'audit fiscal adaptée au secteur hôtelier. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	29/11/2005
90	My Driss EL KHALIFA	L'Introduction de la petite et moyenne entreprise en bourse : rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	30/11/2005
91	Mahat CHRAIBI	La Problématique des prix de transfert. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	30/11/2005
92	Ali HAMIDOUCH	Agences de voyage : étude des aspects juridiques fiscaux et comptables. Directeur de recherche : M. Bouzkri BAKHTARI	22/05/2006
93	Mohamed EL BOUBEKRI	L'Expert-Comptable et les contrôles spécifiques dans les coopérations agricoles dirigeant à la règle de l'exclusivisme. Directeur de recherche : M. Bouzkri BAKHTARI	22/05/2006
94	Khalid EL KAMMOURI	L'Expert-Comptable face aux particularités d'analyse financière des compagnies d'assurance au Maroc : Proposition d'une approche d'analyse adaptée. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	23/05/2006
95	Essaid ZIRARI	Apports du circulaire n° 6 de Bank al Maghrib et ces incidences sur l'organisation et l'audit des établissements de crédit. Directeur de recherche : M. Azzeddine BENMOUSSA	23/05/2006
96	Loutfi GAOU	L'Audit social dans le contexte Marocain : Un nouveau créneau pour l'Expert-Comptable : Aspects méthodologiques et proposition d'un référentiel er audit. Directeur de recherche : M. Abdelkader MASNAOUI	24/05/2006
97	Mohamed OUBHAM	Démarche qualité ISO 9000 : Rôle de l'Expert-Comptable et impacts sur l'approche d'audit légal et contractuel. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	24/05/2006
98	Sidi El Hadi CHERKAoui	Programme audio-visuels : Difficultés comptables, juridiques et fiscales. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	25/05/2006
99	Abdelilah TOURY	Proposition d'une méthodologie pour la conduite des missions d'Audit informatique. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	26/05/2006

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
100	El Mekki CHAOUNI	Ecart d'acquisition méthodologie d'Audit de l'Ecart de première consolidation et des tests de dépréciation. Directeur de recherche : Abdelaziz AL MECHAT	29/05/2006
101	Jamal ASSIF	Le contrôle de gestion de la fonction comptable pour une information comptable de qualité et au moindre coût. Directeur de recherche : M. Mostapha ASMOUN	29/05/2006
102	Hanae BENCHEKROUN	Aspects juridique, fiscal et comptable de l'activité immobilière : cas des entreprises privées. Directeur de recherche : M. Fouad AKESBI	30/05/2006
103	Kamal CHAHIRI	Etat de reporting en US GAAP : Etude des spécificités et proposition d'une méthodologie d'élaboration par une société Marocaine. Directeur de recherche : M. Alaëddine SOURIJI	30/05/2006
104	Abdeslam OUKHELLOU	Problématique et démarche de révision des impôts différés : Cas des filiales Marocaines des sociétés étrangères. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	31/05/2006
105	Ilhame EL AKKRAOUI	Les Prix de transfert dans les groupes de sociétés : Risques spécifiques et proposition de diligences à mettre en œuvre par le Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHAT	31/05/2006
106	Yassine EL MAGUIRI	Les Problématiques d'évaluation des marques commerciales : Proposition d'une méthodologie pratique. Directeur de recherche : M. Fouad BIAZ	24/11/2006
107	Mohamed MEJBAR	L'Expert-Comptable face au risque client dans l'entreprise Marocaine : Cas des sociétés de distribution de produit alimentaires. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHAT	24/11/2006
108	Brahim CHAOUI	L'Interprétation comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	28/11/2006
109	Ikram ERRYAHI	La Qualité de comptes sociale et financière dans les sociétés de crédit au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelaziz BIDAHA	28/11/2006
110	Abdellah EL BITAR	Approche d'Audit au sein d'une concession de service public : Illustration d'un service de distribution d'électricité, d'Eau et d'Assainissement. Directeur de recherche : M. Samir AGOUMI	29/11/2006
111	Sabah CHERKAOUI	Le Contentieux fiscal au Maroc : Voies de recours et rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Abdellatif BERNOSSE	30/11/2006
112	Laila MECBAL	Régime fiscal des zones franches du Maroc : Etude comparative, Analyse critique et recommandations générales. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMD	30/11/2006
113	Myriam NACIRI	Mise en place des normes IFRS au sein d'une entité opérant dans le secteur de la grande distribution principales spécificités. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	21/05/2007
114	Nada LAHLOU	L'Expert-Comptable devant le rejet de la preuve comptable et le pouvoir d'appréciation de l'administration fiscale. Directeur de recherche : M. Abdelaziz MOUFFAREH	28/05/2007
115	Fadoua TAHARI	Le Commissaire aux Comptes face à la première des normes IFRS. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHAT	29/05/2007
116	Lahcen BENBAHA	Les Charges différées dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes : étude critique du cadre comptable Marocain et proposition d'une démarche d'Audit. Directeur de recherche : M. Fessal KOHEN	30/05/2007

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
117	Bouchra SNAIBI	Mise en place d'une comptabilité par activités : Cas de l'industrie verrière. Directeur de recherche : M. Fouad LAHGAZI	20/11/2007
118	El Mustapha SAMOUH	La Mise en place d'un système de comptabilité analytique adapté à l'établissement public : Cas des établissements régionaux de mise en valeur agricole ORMVA Démarche et difficultés. Directeur de recherche : M. Abdeslam BRAHMI	26/11/2007
119	Tarik SBAA	La Responsabilité civile, pénale et disciplinaire du Commissaire Comptes et le comportement à adopter en cas de sa mise en cause. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	26/11/2007
120	Samir JOUTI	Le Transport maritime au Maroc : Proposition d'une approche d'audit externe adaptée aux spécificités du secteur. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	27/11/2007
121	Samir AJJI	Les Opérations sur le capital dans les sociétés anonymes : Aspects juridiques comptables et fiscaux. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	27/11/2007
122	Miloudi BENABDALLAH	Le Professionnel comptable et la loi 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux : Démarche pour la maîtrise des nouveaux risques. Directeur de recherche : M. Larbi EL AOUIFIR	28/11/2007
123	Siham SAMHANE	L'Élaboration d'une cartographie détaillée des risques spécifiques au secteur de transport des marchandises (cargo). Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	28/11/2007
124	Amal MIGHOUAR	Problématique comptable relative aux obligations des entreprises industrielles en matière de protection de l'environnement. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	28/11/2007
125	Mohamed AS.SAID TALBI	L'Entreprise Marocaine soumise à la loi sorbones-oxley : Proposition d'une démarche pour assister l'entreprise à évaluer son contrôle interne à l'égard de l'information financière conformément à cette loi. Directeur de recherche : M. Abdou Souleye DIOP	29/11/2007
126	Housni CHRAIBI	Conversion aux IFRS : problématique liées aux immobilisations et solutions de mise en œuvre. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	30/11/2007
127	Khadija ASLI	Les Spécificités de l'audit financier dans le secteur de l'Hôtellerie : Contribution à l'élaboration d'une approche d'audit adaptée. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	30/05/2008
128	Abdellah LAGHCHAOU	Problématique et recommandations relatives à la mise en œuvre au Maroc d'un système de contrôle interne conforme aux nouvelles exigences internationales de sécurité financière. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	30/05/2008
129	Radouane NACIRI	L'Appréciation de l'Expert-Comptable par les acteurs économiques au Maroc : Réflexion sur le développement des cabinets. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	29/11/2006
130	Abdelouahed BENNANI	Contrat de gestion Hôtelière : Apports de l'Expert-Comptable pour la structure et le contrôle du contrat. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	20/11/2008
131	El Mustapha SAMOUH	La Convention fiscale Franco-Marocaine : Pratique et difficultés d'application. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	20/11/2008
132	Tarik MAAROUF	Passage de la méthode de l'achèvement à la méthode de l'avancement pour la comptabilisation des contrats à long terme. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	21/11/2008

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
133	Choukri BOUKHAR	Mise en œuvre de solutions WEB pour le développement des missions des cabinets d'Expertise-Comptable : Atouts et opportunités. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMD	21/11/2008
134	Abdelmounim EL MANSOURI	Le Passage aux normes IAS/IFRS : Enjeux pour la banque. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	28/11/2008
135	Rachid BENNOUNA	Evaluation des entreprises Hôtelières : contexte et méthodologie. Directeur de recherche : M. Adib BENBRAHIM	28/11/2009
136	Karim HEMRAS	La Vérification des notes d'information dans le cadre d'opérations d'appel public à l'épargne : Diligences, mise en œuvre et responsabilité du Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	22/05/2009
137	Laila FETHALLAH	L'Implantation de progiciels de gestion intégrés dans les entreprises Marocaines : rôle de l'Expert-Comptable dans la conduite du projet et le contrôle de l'information financière. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	26/05/2009
138	Amal HAFIANI	Etablissement stable : Problématique d'attribution des bénéfices. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	27/05/2009
139	Hafssa MANAR	Analyse comparative entre les normes IAS-IFRS et les normes comptables Marocaines : Cas de groupes opérant dans le secteur immobilier. Directeur de recherche : M. Mohamed EL KHALIFA	28/05/2009
140	Bahija ADNANE	L'Audit des opérations de time share. Directeur de recherche : M. Samir AGOUMI	28/05/2009
141	Rachid EL OMARI ALAOUI	Evaluation des cabinets d'Expertise-Comptable : Problématique et proposition d'une démarche méthodologique. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	28/05/2009
142	Bouaza LABGOUL	Le Contrôle d'une concession de service public par l'Expert-Comptable pour le compte d'une collectivité tuteuriel : Cas d'illustration : Service de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement. Directeur de recherche : M. Mohamed OUEDGHIRI	19/11/2009
143	Mohamed OUDADA	Audit comptable et financier dans le secteur de la promotion immobilière : Proposition d'une approche d'audit par les risques. Directeur de recherche : M. Jamal KHOUMRI	20/11/2009
144	Moncef BELOULIED	Mise en place d'une cellule d'Audit interne au sein de l'Entreprise Politique. Directeur de recherche : M. Adib BENBRAHIM	23/11/2009
145	Mohammed ED-DOKKALY	Dispositif de Contrôle interne dans les compagnies d'assurance : analyse, démarche de mise en place et rôles de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	24/11/2009
146	Mohamed El Alaoui ECHERIFI	Projet de Conversion des comptes aux normes IFRS : Démarche et outils de Pilotage. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	24/11/2009
147	Faisal EL KHALIFI	L'Attestation de Régularité et de sincérité des comptes prévue dans le cadre de la Directrice du premier Avril 2005 de Bank Al Maghreb : Portée Juridique et difficultés pratiques. Directeur de recherche : M. Abdellatif ZARKAL	25/11/2009
148	Bouchra FARDAOUSI	Traitement en Normes IFRS des frais RD et proposition d'une Démarche d'Audit Spécifique. Directeur de recherche : M. Abdellatif EL QUORTOBI	24/05/2010
149	Omar TOUKHSSATI	Approche d'Audit des comptes de stocks des Entreprises de promotion Immobilières. Directeur de recherche : M. Siham ALAMI	24/05/2010

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
150	Fedoua NASRI	Problématique de l'évaluation à la juste Valeur des Instruments Financiers au Maroc selon les Normes IAS/IFRS. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	25/05/2010
151	Hajar BEN AMAR	Analyse de la mise en place de la Norme IAS 36 et Proposition d'une Démarche d'Audit. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	27/05/2010
152	Tarik Chaouni BENABDALLAH	L'Intervention de l'Expert-Comptable dans les missions de réorganisation des fonctions administratives des entreprises Illustration aux fonctions du siège social d'une Entreprise. Directeur de recherche : M. Mohamed Khalid BENOTMANE	22/11/2010
153	Insaf HAITOF	Le Traitement social et fiscal des Revenus des Expatriés au Maroc. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	23/11/2010
154	Ouassim AKIL	Apports Partiels d'Actif cadre légale et proposition d'une démarche de travail pour l'Expert-Comptable Conseiller et pour le Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Abdelaziz EL MECHATT	24/11/2010
155	Khalid KRARDI	La Fiscalité des groupes de Société Maroc Analyse Comparé et Propositions d'Amélioration. Directeur de recherche : M. Abdurahmane SAADI	24/11/2010
156	Saïd BENCHAD	Regroupement d'Entreprise et variations de structure dans le cadre du référentiel IFRS : Méthodologie, Difficultés et Problématique. Directeur de recherche : M. Abdelmajid BENJELLOUN	26/11/2010
157	Hicham SEDDAT	Les Règles Prudentielles au sein des actuelles de santé et leurs conséquences sur la mission du Commissaire aux Comptes : proposition d'une Démarche d'Audit. Directeur de recherche : M. Abdelhak KHARBOUCH	26/11/2010
158	Salaheddine YATIM	Analyse de la problématique au traitement comptable de la flotte d'une compagnie aérienne Marocaine et proposition d'une convergence du CGNC les Normes IAS/IFRS. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	29/11/2010
159	Khalid RAJI	L'Appréciation des risques dans le cadre investissement à l'international : Proposition d'une démarche. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	29/11/2010
160	Younes NORI	Les Opérations de crédit en référentiel Marocain et international : Approche d'Audit. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	30/11/2010
161	Adil CHAFIK	Proposition d'une Approche d'Audit des Agences de Voyage. Directeur de recherche : M. Mohamed HARKATI	30/11/2010
162	Kamal Bourakkadi IDRISSE	Options, SWAPS et Contrats à terme ferme : contribution à la normalisation comptable et fiscale de Droit commun au Maroc. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	30/11/2010
163	Wafaâ KHALIFI	Les Produits Dérivés au Maroc : Cadre légal, Particularités Comptables et Spécificités d'Audit Externe. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	23/05/2011
164	Mohamed EI MANAR	Traitement Comptable et Fiscal des Opérations de Promotion des Ventes : Difficultés et Propositions d'Amélioration. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	23/05/2011
165	Mounaim AMRAOUI	Les Particularités de l'Audit Financier des Cliniques Privées. Directeur de recherche : Abdelkader MASNAOUI	24/05/2011

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
166	Oussama BEKKAL	Méthodologie de mise en place d'un Système de Contrôle de gestion dans les organismes publics non marchands. Directeur de recherche : M. Alaâ-Eddine SOUIRJI	25/05/2011
167	Noureddine BAQCHICH	Le Commissaire aux Comptes Face aux risques environnementaux. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	25/05/2011
168	Abdelkader HADRI	L'Assistance de l'Expert-Comptable à l'intermédiaire d'assurances pour l'élaboration de la stratégie du système d'information. Directeur de recherche : M. Zaki GUESSOUS	26/05/2011
169	Ghita BAKKALI HASSANI	Le Commissaire aux Comptes Face aux opérations de maintenance aéronautique. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	27/05/2011
170	Hatim BESRI	Proposition d'un guide pratique pour l'accompagnement des opérations de LEVERAGE BUY OUT (LBO). Directeur de recherche : M. Faouzi DINARI	17/05/2011
171	Mohamed NAHI	Méthodologie pratique d'AUDIT dans les milieux informatisés et technique d'extraction et d'exploitation de données. Directeur de recherche : M. Abdenbi BEN CHERIF	30/05/2011
172	Sara BELAHSEN	Passif social lié à la couverture maladie des retraités : proposition d'une normalisation comptable et d'une adaptation de la démarche d'Audit. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	30/05/2011
173	Madiou SOUMARE	Les Diligences liées aux opérations d'Acquisition de cessions de participation : Problématique de définition et de considération de l'incompatibilité et de l'indépendance. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	31/05/2011
174	Rajaâ JAOUHARI	Méthodologie de conduite d'un projet de mise en place d'un système d'information groupe unifié adapté au CGNC et aux normes IFRS. Directeur de recherche : M. Mostapha FRAIHA	31/05/2011
175	Housni LOUADI	Maîtrise des risques spécifiques au secteur minier : problématique et élaboration d'un référentiel de gestion. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	21/11/2011
176	Youssef OUAZIZ	Conception d'un système de contrôle de gestion dans les SSII OFFSHORE. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	21/11/2011
177	Youssef AMMARA	Le Commissaire aux Comptes et le principe de la NON IMMIXION dans la Gestion. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	22/11/2011
178	Hilal MARYAMA ERRHAÏMINI	Le Passage de la comptabilité publique aux normes IPSAS dans le secteur public Marocain : Rôle de l'Expert-Comptable et Méthodologie de migration au nouveau référentiel. Directeur de recherche : M. Azeddine BENMOUSSA	22/11/2011
179	Lamia ACHAACHI	CASINOS : Analyse des risques et proposition d'une Méthodologie d'Audit. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	22/11/2011
180	Salaheddine NADIF	Particularités de l'Audit Financier des compagnies aériennes : Contribution à l'élaboration d'un guide spécifique d'Audit Financier. Directeur de recherche : M. Mustapha ASMOUN	23/11/2011
181	Adnane FAOUZI	Le Secteur des énergies renouvelables au Maroc : Proposition d'un Cadre Comptable et Fiscal Spécifique. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	24/11/2011
182	El Houcine EL HASSANI EL IDRISSE	Notion de la confusion des patrimoines dans le cadre des procédures collective : Difficulté de définition et démarche pratique d'identification. Directeur de Recherche : M. Mohamed HDID	24/11/2011

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
183	My Slimane TAHIRI ALAOUI	Démarche de mise en place d'un système de contrôle de gestion adapté aux établissements publics d'enseignement supérieur : Cas du Groupe ISCAE. Directeur de recherche : M. Abdelghani BENDRIOUCH	25/11/2011
184	Hind HASSANI	Dispositif d'indicateurs clés des risques opérationnels : Difficultés d'instauration et proposition de solutions. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	25/11/2011
185	Ghita LAALAM	Conception et mise en place d'un dispositif de lutte anti-blanchiment de capitaux et lutte contre le financement de terrorisme dans un établissement bancaire : difficultés rencontrées et proposition de démarche. Directeur de recherche : Faouzi BRITEL	28/11/2011
186	Salaheddine BENELCADI	La Gestion des risques opérationnels selon BALE II : Proposition d'une approche de conception et de mise en place au sein d'une société de financement. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	28/11/2011
187	Zineb El MOUMEN	Les Marges arrières dans la Grande Distribution : Spécificités juridiques, comptables et fiscales. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	29/11/2011
188	Bouchaib AMRI	Proposition de normalisation comptable des biens vivants agricoles et approches de diagnostic et pilotages des exploitations agricoles. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	29/11/2011
189	Mehdi BEN ZEMOURI	La Problématique de l'approche patrimoniale des sociétés de crédit-Bail au Maroc. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	18/05/2012
190	Mohammed AMOURI	Contribution de l'Expert-Comptable à la mise en place du contrôle interne et d'outils de gestion adaptés aux clubs de football professionnel. Directeur de recherche : M. Abbellah RHALLAM	18/05/2012
191	Mohammed NAINIA	Le Commissaire aux Comptes face à la fiabilité du système d'information : Cas d'un opérateur de télécommunications. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	22/05/2012
192	Lhaj BOULANOUAR	La Dissolution et la liquidation amiable des sociétés commerciales : Aspects Juridiques, Fiscaux, Sociaux et Comptables. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMDJ	22/05/2012
193	Mohamed RAHMANI	Choix d'un mode de gestion contractuelle des unités hôtelières dans le contexte juridique et fiscal Marocain : Rôle de l'Expert-Comptable - la location, la gérance libre, la gestion pour compte, la franchise. Directeur de recherche : M. Mohamed BENNEHOU	23/05/2012
194	Abd AZNAG	La Problématique de cession d'un brevet d'invention. Directeur de recherche : M. Issam EL MAGUIRI	25/05/2012
195	Zakaria RAZGUI	Le Bilan d'ouverture lors du passage de la comptabilité budgétaire à la comptabilité patrimoniale. Directeur de recherche : M. Alaâ Eddine SOUIRJ	28/05/2012
196	Saâdia EL OUANBI	Maîtrise des risques et audit financier des sociétés de services en ingénierie informatique (SSI) offshore. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	29/05/2012
197	Younès LATRACH	La Mise en place de la cartographie des risques dans les entreprises d'assurance et de réassurance : Proposition d'une démarche adaptée et d'outils de travail. Directeur de recherche : M. Khalid MOUNTASSIR	29/05/2012
198	Abdelhakim SOUDI	Pratique de l'offshoring comptable au Maroc : Réflexion sur les axes de développement. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	29/05/2012

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
199	Nejwa KARIMI	Apports et incidences des réformes de bale II et des normes comptables internationales (IAS-IFRS) sur l'appréciation des fonds propres des banques Marocaines : Proposition d'une méthodologie d'audit. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	30/05/2012
200	Fatima Zahra ABOUZAID	L'Expert-Comptable face aux évolutions des règles prudentielles de l'activité bancaire : Cas de la réforme de bale II. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	30/05/2012
201	Mehdi MANSOURY	Le Plan comptable des caisses de retraite : Problématique pratiques et proposition d'une méthodologie d'audit. Directeur de recherche : M. Mehdi EL ATTAR	21/11/2012
202	Mohamed BENJELLOUN	Problématique et démarche de révision des sociétés émettrices de titre de services : Cas des titres cadeaux. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	21/11/2012
203	Mohamed EL BOURKADI	La Réassurance : Spécificités de l'activité, difficultés pratiques d'audit et proposition d'une démarche de révision. Directeur de recherche : M. Fouazi BRITEL	22/11/2012
204	Mohamed SOLOH	Le Portage d'actions : Aspects juridique, comptable, fiscal et impact sur la mission d'audit. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	22/11/2012
205	Mohamed LACHGAR	Proposition de normalisation des missions d'assistance comptable : Exigences de qualité et responsabilité de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Siham ALAMI	23/11/2012
206	Mohamed Hicham EL EULJ	La Norme IAS 41 sur l'évaluation des actifs biologiques : Problématique de son application au Maroc et proposition de diligences à mettre en œuvre. Directeur de recherche : M. Boubker EL EULJ	26/11/2012
207	Salima BENNANI	Adaptation du plan comptable des établissements de crédit et des normes IFRS aux particularités de la finance islamique. Directeur de recherche : M. Mohamed Kamal MOKDAD	26/11/2012
208	Abdesslam BEN MOULA	La Convergence vers les normes comptables internationales IAS/IFRS : Quels impacts fiscaux. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	27/11/2012
209	Radouane TAYFI	L'Apport de la branche professionnelle à une société anonyme dans le cadre de la restructuration des clubs de football au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	27/11/2012
210	Imad AMRANE	La Mission d'investigation de la fraude : Cadre juridique et proposition d'une méthodologie d'approche. Directeur de recherche : M. Mohamed EL KHALIFA	29/11/2012
211	Lamiaa SRAIDI	Le Transport maritime de passagers au Maroc : Problématiques et propositions d'une cartographie des risques spécifiques. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	29/11/2012
212	Touria JADAOUI	Gestion délocalisée des dossiers comptables moyens et procédures pour réussir la mise en œuvre par les cabinets Marocains. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	20/05/2013
213	Sarra BAKHAT	Répercussions de la crise économique et financière sur l'audit : impact sur la profession et la démarche professionnelle. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	24/05/2013
214	Amin HADRI	Promotion immobilière au Maroc : spécificités, processus et proposition d'une démarche d'audit. Directeur de recherche : M. M'Hammed EL HAMZA	21/05/2013

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
215	El Mehdi ENNAJJAR	Concessions de services publics : vers une convergence du CGNC avec le référentiel IFRS. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	21/05/2013
216	Mehdi ROUZAQUI	La Banque islamique et la problématique de convergence des normes comptables islamiques et des normes internationales IAS/IFRS. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	22/05/2013
217	Zahra HAJRIOUI	Adaptation du plan comptable sectoriel des offices régionaux de mise en valeur agricole aux normes internationales IPSAS traitement des difficultés comptables. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	22/05/2013
218	Brahim EL QARSS	La Normalisation comptable au Maroc : caducité des structures actuelles et proposition de modèles de réforme. Directeur de recherche : Faouzi BRITEL	23/05/2013
219	Abdeslam DRISSI	Responsabilité du Commissaire aux Comptes dans la prise en considération du risque de fraude dans l'audit d'état financier : apports des nouvelles normes d'audit et proposition d'une méthodologie d'application. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	23/05/2013
220	Taha FERDAOUS	L'Information financière sous le pilier III des accords de Bâle II et la norme comptable IFRS 7 : problématique d'application. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	24/05/2013
221	Youssef SABIRI	Établissement stables : régimes fiscal, comptable et juridique et méthodes de détermination du résultat fiscal. Directeur de recherche : M. Abdelmejid FAIZ	27/05/2013
222	Mustapha AQID	Pour une fiscalité bancaire spécifique : analyse du dispositif actuel et propositions. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	27/05/2013
223	Amin MANDOUR	Le Contrôle fiscal des particuliers dans le cadre de l'examen de l'ensemble de la situation fiscale : proposition de réaménagement du dispositif fiscal actuel et rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Khalid FIZAZI	28/05/2013
224	Assia LAMNAI ZNAIBER	Proposition de méthodologie d'audit dans les associations subventionnées au Maroc. Directeur de recherche : Mohamed BOUMESMAR	28/05/2013
225	El Mehdi FAKIR	Proposition d'une démarche d'audit des remontées des filiales étrangères des groupes bancaires Marocains. Directeur de recherche : Faïçal MEKOUAR	29/05/2013
226	Siham OUSAID	La Mise en place des normes IAS/IFRS dans le secteur des assurances au Maroc : réflexion sur les difficultés pratiques de l'IAS 39 et de l'IFRS4 Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	25/05/2013
227	Hicham TOUIL	Minoteries industrielles : aspects juridiques, comptables et fiscaux et proposition d'une méthodologie d'audit. Directeur de recherche : M. Mohamed HAKAKATI	30/05/2013
228	Abdelatif HAMZANE	Location longue durée de véhicules : proposition d'une démarche d'audit adaptée en égard aux spécificités juridiques, fiscales et comptables et aux risques liés à l'activité. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	30/05/2013
229	Salma ALAOUI SOULIMANI	Elaboration d'indicateurs de performance pour le pilotage d'une compagnie d'assistance. Directeur de recherche : Khalid MOUNTASSIR	20/11/2013

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
230	Abdelhak IDRISSI HASSANI	La Comptabilisation des programmes de fidélisation de la clientèle : difficultés comptables et proposition d'une méthodologie d'audit. Directeur de recherche : M. Fessal KOHEN	21/11/2013
231	Asma CHARKI	La Mission d'expertise indépendante dans le cadre d'une offre publique de retrait réflexion sur une approche méthodologique pour l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Abdou Soulèye DIOP	22/11/2013
232	Yousseuf BENSAIH	Elaborer et justifier sa politique de prix de transfert : cas de la méthode du cost plus. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	25/11/2013
233	Tahar ASEMAHERI	Traitement des aspects fiscaux liés à l'acquisition d'entreprise : rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	25/11/2013
234	Mohamed WADDAD	Les Spécificités d'audit des activités de marché en milieu bancaire. Directeur de recherche : M. Omar ISSADIK	26/11/2013
235	Hassan MELOIGH	La Propriété industrielle et intellectuelle dans l'industrie pharmaceutique : aspects comptables, juridiques et fiscaux. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	26/11/2013
236	Mohamed ACHOURI	Les Spécificités de l'audit financier dans le secteur dans les banques participatives : contribution à l'élaboration d'une approche d'audit adaptée. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	27/11/2013
237	Thierno Hamidou SOW	Cadre juridique et normatif du co-commissariat aux comptes au Maroc : limites et propositions d'axes d'amélioration. Directeur de recherche : M. Issam EL MAGUIRI	27/11/2013
238	Mohammed Redouane RHALIB	Le Regroupement d'entreprises dans le cadre de la norme IFRS 3 révisée : analyse et implications comptables, étude comparative avec le référentiel Américain (US GAAP) et élaboration d'un guide d'audit des opérations de regroupements sous le référentiel IAS/IFRS. Directeur de recherche : M. Fouad LAHGAZI	28/11/2013
239	Yassine HANANE	Analyse du nouveau cadre légal du capital risque au Maroc et spécificités des missions de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Abdelfattah HIFDI	28/11/2013
240	Said CHAKIR	La Protection du patrimoine professionnel de la petite entreprise Marocaine : rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	28/11/2013
241	Kaoutar JNIAH	Problématiques d'application des nouvelles règles de consolidation : cas d'un groupe bancaire multisectoriel. Directeur de recherche : Faouzi BRITEL	29/11/2013
242	Mohamed EL OUATIK	Évaluation des entreprises de biotechnologies : spécificités du secteur et difficultés pratiques. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	29/11/2013
243	Abdellah ZEMMOURA	Attitude de l'Expert-Comptable face à la dégradation de la trésorerie de l'entreprise. Directeur de recherche : M. Hassan DARBANE	29/11/2013
244	Mohammed Thami BOUHANK	La Transmission successorale de l'entreprise familiale : mission d'accompagnement de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed CHRAIBI	29/11/2013
245	Amal BOURHIM	L'Élaboration d'une cartographie des risques spécifique au secteur de l'assurance maladie obligatoire Marocain : cas d'une mutuelle du secteur public. Directeur de recherche : M. Abdellatif QUORTOBI	22/05/2014

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
246	Nissrine BERGAM	Modalités pratiques d'évaluations des provisions technique des sociétés de réassurance. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	23/05/2014
247	Zoulika EL AHMADI	Les Entreprises de distribution des produits de télécommunication en environnement international : risques spécifiques et proposition d'un guide de contrôle des produits des activités ordinaires. Directeur de recherche : M. Khalid KAMMOURI	23/05/2014
248	Saïd ALLALAT	Le CAC face à l'audit des partis politiques au Maroc : proposition d'une démarche spécifique. Directeur de recherche : M. Issam EL MAGUIRI	26/05/2014
249	Hicham MOUCHIR	L'Abandon de créances dans le contexte juridico-fiscal et comptable Marocain : proposition d'un cadre réforme et d'outils méthodologiques de conseil pour l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Abdelali BAGHDADI	26/05/2014
250	Youssef BOUKILI	Le Recouvrement des créances clients : contexte légal, rôle et assistance de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Abdelkrim HAMD	27/05/2014
251	Nawfal MERZAQ	La Gestion par l'Expert-Comptable de la refonte du système d'information comptable en banque de financement et d'investissement : proposition d'une démarche de réalisation. Directeur de recherche : Abdou Souleye DIOP	29/05/2014
252	Zineb BENNIS	Capital investissement au Maroc : proposition d'un cadre fiscal incitatif pour les investisseurs et les sociétés cibles. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	20/11/2014
253	Imad LAKZIT	Filialisation d'une activité : rôle et modalités d'intervention de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Jamal Saâd EL IDRISSI	20/11/2014
254	Aziz TAHER	Titrisation des créances commerciales au Maroc : proposition d'une normalisation comptable et de démarches d'intervention de l'Expert Comptable. Directeur de recherche : M. Brahim EL ARIF	25/11/2014
255	Thierno Souleymane DIALLO	La Normalisation comptable : étude comparative entre le référentiel comptable Marocain et le système comptable OHADA, perspectives d'harmonisation avec les normes IAS/IFRS. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	26/11/2014
256	Mehdi EL OUFIR	Le Secteur de la copropriété au Maroc : analyse, proposition de réforme du cadre réglementaire et démarche de revue des comptes. Directeur de recherche : M. Hassan DARBANE	27/11/2014
257	Ilham BENHLIMA	Les Difficultés pratiques et comptables liées à l'écart de première consolidation : cas d'acquisition de sociétés de promotion immobilière Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	27/11/2014
258	Hassan AKID	Mise en place d'une solution de gestion fiscale des entreprises dans un cabinet d'expertise comptable : proposition d'une démarche. Directeur de recherche : M. Omar ISSADIK	28/11/2014
259	Fatiha KOBBI	Mise en place du système de facturation des programmes promotionnels : proposition d'une démarche pratique appliquée dans une société de peinture au Maroc. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	28/11/2014
260	Abdelaziz JNINI	Industrie de la Découpe et de Transformation des Viandes Rouges : Diagnostic de Difficultés de Gestion et Apports de l'Expert-Comptable à la Mise en Place d'un Système de Pilotage Adpté, Directeur de recherche : M. Abdellah RHALLAM	21/05/2015

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
261	Mohamed HASSANI ABOUMEHDI	Les Organismes Gestionnaires de l'AMO: Analyse des Particularités Organisationnelles, Juridiques et Comptables et Proposition d'une Démarche d'Audit Directeur de recherche : M. Adib BENBRAHIM	22/05/2015
262	Jalal TEMSAMANI	Audit des Engagements Hors Bilan Relatifs aux Filiales et Participations : Proposition d'une Approche Méthodologique Directeur de recherche : M. Jamal KHOUMRI	22/05/2015
263	Bennaceur BOUSETTA	Mise en Place d'un Système de Gestion dynamique des Immobilisations dans une entreprise Hôtelière : Accompagnement de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	25/05/2015
264	Adnan CHARIBA	Agent Maritime : Aspects Juridiques, Comptables et Fiscaux et Proposition d'une Approche d'Audit. Directeur de recherche : M. Issam EL MAGUIRI	25/05/2015
265	Mohamed FAIK	Audit Opérationnel de la Gestion Déléguée des Services d'Assinissement Liquide et de Distribution de l'Electricité et d'Eau. Directeur de recherche : M. Hassan Hakim BENJELLOUN	26/05/2015
266	Marouane MAAROUFI	Le Commissaire aux Comptes Face à la Revue des Notes d'Information : Diligences, Mise en œuvre et Responsabilité : Cas de l'Emission des Valeurs Mobilières. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	26/05/2015
267	Assia BACHERKI	Transformation de SARL en SA : Difficultés et Approche d'Intervention du Commissaire à la Transformation. Directeur de recherche : M. Issam MAGUIRI	28/05/2015
268	Yasmina KILALI	Normalisation Comptable et Traitement de l'Ecart d'Acquisition au Maroc. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	28/05/2015
269	Abdelkarim BELMAHI	Le Commissaire aux Comptes face à l'Hypothèse de Continuité d'Exploitation et à ses Incidences Eventuelles sur les Etats de synthèse des Entreprises en difficulté. Directeur de recherche : M. Fouad LAHGAZI	13/11/2015
270	Otman SAFIRI	Les Apports en Société : Aspects Juridiques, Comptables, Fiscaux et l'Intervention du Commissaire aux Apports du Commissaire aux Comptes et de l'Expert-Comptable Conseiller. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	16/11/2015
271	Ayoub TBEUR	Guide de l'Expert-Comptable dans le Cadre d'une Mission de Mise en Place de la Fonction Audit Interne : Cas d'une Société Opérant dans le Secteur du Transport Routier. Directeur de recherche : M. Abdelmejjid FAIZ	16/11/2015
272	Mybrahim EL MOUSSAOUI	Clauses de Garantie Actif Passif et de Complément de Prix : Cadre Juridique, Comptable, Fiscal et Rôle de l'Expert-Comptable. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	17/11/2015
273	Amine NEMROURI	La Mise en Place de la Comptabilité Générale dans les Académies Régionales d'Education et de Formation : Apports et Spécificités. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	17/11/2015
274	Maryam MOUNA	Les Gisements Miniers, de l'Exploration à la Cession : Problématique du Traitement Comptable et Fiscal et Proposition de Normalisation. Directeur de recherche : M. Adib BENBRAHIM	19/11/2015
275	Mohammed Amine LAHGAZI	Le Commissaire aux Comptes face aux Risques de Gestion d'un portefeuille de Participations : Applications au Cas d'une Holding. Directeur de recherche : M. Aziz EL KHATTABI	20/11/2015

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
276	Loubna FOUZI	Approche de Fiabilisation et Contrôle Interne d'un Etablissement Public Prétendant au Contrôle Aposteriori. Directeur de recherche : M. Ahmed NADIF	20/11/2015
277	My El Hassan SABHI	Risque de Non Conformité à la Réglementation des Changes au Maroc : Mission d'Assistance et de Conseil pour l'Expert-Comptable et Diligences du Commissaire aux Comptes. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	23/11/2015
278	Nawfal FOUAD	Groupement d'Entreprise : Aspects Juridique, Comptable, Fiscal et Spécificités en Matière d'Audit. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	24/11/2015
279	Ayoub MSIKINE	Proposition d'une Démarche pour Conduire une Mission d'assistance à la Mise en Place d'une Gestion Intégrée et Proactive du Risque de Fraude pour les Experts-Comptables Consultants : Cas d'une Société Opérant dans le Secteur de la Distribution Automobile. Directeur de recherche : M. Abdelmejid FAIZ	24/11/2015
280	Bahija KAIMEZ	Normalisation de l'Intervention de l'Expert-Comptable dans le Cadre des Licenciements Economiques. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	30/11/2015
281	Rachid LEGHRIS	Problématique de Maîtrise des Risques dans les Institutions de Microfinance au Maroc : Conception et Mise en œuvre d'un Manuel de Gestion des Risques. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	30/11/2015
282	El Bouazzaoui HANATI	Les Entreprises du Secteur de la Grande Distribution : analyse des Particularités Organisationnelles et Comptables et Proposition d'une Démarche d'Audit. Directeur de recherche : M. Adib BENBRAHIM	30/11/2015
283	Azeddine ZAABOUL	L'Expert-Comptable face au Contrôle de la C.N.S.S - Proposition d'un Guide de Prévention du risque C.N.S.S. Directeur de recherche : M. Jamal KHOUMRI	12/05/2016
284	Myriem TAZI	Standardisation de la Gestion des Risques des Processus Supports des Etablissements Publics. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	16/05/2016
285	Hassna LOUKILI	Accompagnement Juridique de l'Expert-Comptable dans le Cadre du Processus d'Acquisition d'Entreprise : de la Vérification Diligente à la Matérialisation de la Transaction. Directeur de recherche : M. Abdou Souleye DIOP	16/05/2016
286	Ben Youssef EL KARAKHI	Certification des Comptes de l'Etat : Proposition d'une Démarche Professionnelle d'Audit. Directeur de recherche : M. Abdelaziz TALBI	24/05/2016
287	Awatif FAIZ	Rôle de l'Expert-Comptable dans les Opérations de Capital Transmission des PME au Maroc. Directeur de recherche : M. Redouane ROUISSAM	24/05/2016
288	Brahim ENNAJIMI	Succursales des Entreprises Etrangères Pétrolières au Maroc : analyse du Cadre Juridique, Fiscal, Comptable et Social et Proposition d'un Guide d'Audit. Directeur de recherche : M. Abdelkrim AAZIBOU	24/05/2016
289	Bouchra MALHOUNI	Proposition de Méthodologie d'Audit des Intermédiaires d'Assurances : Cas des Grandes Sociétés de Courtage Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	25/05/2016
290	Oussama BENKIRANE	La Zakat des Entreprises Marocaines : Problématiques du Traitement Comptable et Proposition de Recommandations en Vue d'une Normalisation. Directeur de recherche : Monsef BENTAIBI	14/11/2016

N°	Prénoms & Noms	Titre du mémoire	Session
291	Fadwa BOUHLAL	Le Rôle de l'Expert-Comptable dans la Mise en Place d'un Contrat de Financement Participatif «Moudaraba». Directeur de recherche : M. Yassine EL MAGUIRI	15/11/2016
292	Youssef BOUABIDI	Aménagement du Dispositif Juridique et Fiscal des Sukuk et Proposition d'un Cadre Comptable Spécifique. Directeur de recherche : M. Abdou Souleye DIOP	15/11/2016
293	Youssef ZINBER EL BACH	Sociétés Audiovisuelles : Proposition de Normalisation Comptable et d'Approche d'Audit dans le Traitement du Chiffre d'Affaires et des Œuvres Audiovisuelles. Directeur de recherche : M. Jamal Saâd EL IDRISI	16/11/2016
294	Wahiba KARROUH	L'Évaluation de la Rentabilité des Investissements en Infrastructures Interurbaines de Transport Terrestre : Proposition d'une Méthodologie Adaptée au Maroc. Directeur de recherche : M. Mohamed BOUMESMAR	16/11/2016
295	Issoufou TIDJANI ISSAGANA	Les Engagements Hors Bilan, Éléments Indispensables à l'Obtention d'une Image Fidèle. Directeur de recherche : M. Khalid EL KAMMOURI	16/11/2016
296	El Habib MACHHOURI	Le Démembrement des Titres Sociaux : Proposition d'une méthodologie de Mise en Œuvre dans le Cadre des Transmissions d'Entreprises. Directeur de recherche : Mme. Sophia GUESSOUS	17/11/2016
297	Youssef TIWIT EL IDRISI	La Location des Titres Sociaux : Etude des Conditions de Mise en Œuvre des Risques encourus par les Parties et Proposition de Solutions. Directeur de recherche : M. Nawfal AMAR	17/11/2016
298	Mohammed Hatim FATHI	Analyse de la Mise en Place du Nouveau Paquet Consolidation (IFRS10, IFRS 11, ET IFRS 12) ET PROPOSITION D'UNE DEMARCHE D'AUDIT. Directeur de recherche : M. Faïçal MEKOUAR	21/11/2016
299	Amin HASSANAIN	Mise en Evidence des particularités et Traitements Comptables des Opérations Propres aux Clubs de Football au Maroc. Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	22/11/2016
300	Chafika SABRI	Limites de la Fiscalité Agricole et Proposition d'un Cadre de Réforme. Directeur de recherche : M. Faouzi BRITEL	22/11/2016
301	Sofia BENNIS	Problématique de la Valorisation d'une Cible dans le Cadre d'une Mission de due Diligence Financière : Aspects «Résultat Normatif» et «Dettes Financières». Directeur de recherche : M. Abdelaziz AL MECHATT	22/11/2016
302	Kabirou Souleymane ALI SALE	Spécificités Comptables et Fiscales des Agences de Bassin Hydraulique : Proposition de Traitements Comptables Spécifiques et Clarifications du Statut Fiscal Directeur de recherche : M. Abdellatif ZARKAL	29/11/2016
303	Abderrahim AJARAM	Les Activités de Recherche et Développement des Hydrocarbures au Maroc : Proposition de Normalisation Comptable et d'Approche d'Audit Adaptée. Directeur de recherche : M. Mohamed HDID	29/11/2016



Le Groupe ISCAE se dote d'un Executive Education Center sous le nom de « **ISCAE Coporate** », au cœur de son campus à Casablanca, dans un cadre premium entièrement dédié aux professionnels.

ISCAE Corporate accompagne les professionnels quotidiennement à travers :

- ✓ Son offre diversifiée de Cycles de Formation Executive : E-MBA, Mastères Spécialisés et Certificats spécialisés.
- ✓ Sa capacité à développer des cycles de formation sur mesure pour répondre à des besoins précis et ponctuels, des plans de formation adaptés à la réalité des entreprises et des cycles de formation des formateurs.
- ✓ Ses services de conseils pour accompagner les entreprises dans leur développement, dans la mise en place de leur stratégie et dans la réalisation de leurs objectifs.

Concours d'Accès aux Cycles de Formation Executive du Groupe ISCAE

(ISCAE- Casablanca & ISCAE-Rabat)

• E-MBA

• Mastères Spécialisés

- Contrôle de Gestion, Audit et Comptabilité
- Management des Villes et Territoires
- Management des Ressources Humaines
- Finance
- Management Public
- Marketing
- Management du Commerce International
- Marketing et Communication
- Management du Sport
- Achats et Logistique Globale
- Coach dirigeant
- Management Stratégique et Conduite du Changement

Inscriptions de Mai à Juillet

Inscriptions de Mai à Juillet

Nouveaux

- Entrepreneuriat et Développement des Affaires (ISCAE-Casablanca)
- Fiscalité Appliquée (ISCAE-Rabat)
- Droit et Fiscalité de l'Entreprise (ISCAE-Casablanca)
- Finance Participative (ISCAE-Casablanca)
- Ingénierie Fiscale (ISCAE-Casablanca)
- Management des Systèmes d'Information et Gouvernance des Entreprises (ISCAE-Casablanca)
- Banque et Assurance (ISCAE-Casablanca)
- Stratégie et Développement Durable (ISCAE-Casablanca)
- Management et Marketing de la Santé (ISCAE-Casablanca)

• Certificats Spécialisés

- Management des Entreprises ;
- Achat et Logistique ;
- Finance et Comptabilité ;
- Gestion de Projet ;
- CPCF (en partenariat avec l'OEC - Maroc) ;
- Audit et Contrôle de Gestion ;

Inscriptions de Mai à Juillet

- Ressources Humaines ;
- Marketing et Communication ;
- Normes Comptables Internationales IAS/IFRS ;
- Management Public ;
- Comptabilité et Fiscalité.

• Préparation aux Carrières Comptables et Financières, Expertise Comptable (Filière Française) INTEC

• Préparation au Cycle d'Expertise Comptable Cycle Spécial en Comptabilité et Gestion - CSCG

Inscriptions de Septembre à Décembre

Inscriptions de Novembre à Décembre